

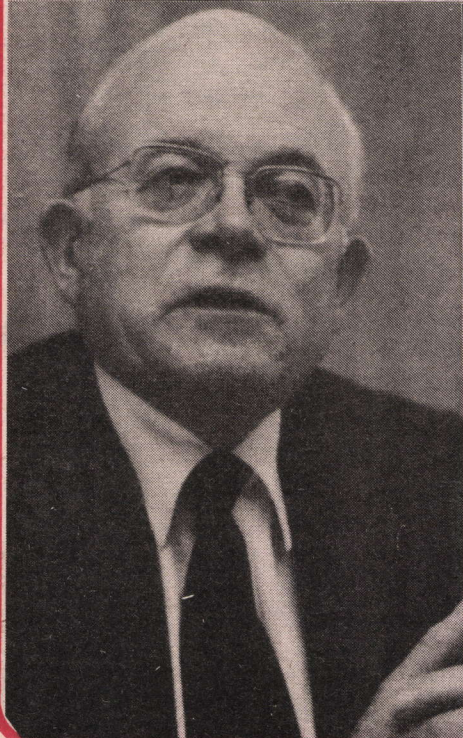
Nouvelle Calédonie

le FLNKS et l'avenir du peuple kanak
p. 20

lutte
ouvrière

la
pollution
dans le
tiers
monde
p. 10 et 11

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 864 - 22 décembre 1984 - prix : 6 F



flexibilité de l'emploi :

le
patronat
a déjà
obtenu
celle
des
syndicats

sommaire

Dans le monde

Page 7 :

— Hong-Kong rentre en Chine quand la Chine rentre dans le marché mondial.

Page 9 :

— Répression au Vietnam.
— Vous avez dit génocide ?

Pages 10 et 11 :

— La pollution industrielle dans les pays du Tiers Monde.

En France

Page 4 :

— La fête des riches.

Page 5 :

— Le PCF n'aime pas qu'on dise qu'il est dans l'opposition, même quand il y est.

Page 6 :

— Le bilan de l'année 1984 : gouvernement et patronat d'accord pour licencier les travailleurs.

Page 8 :

— Courrier : à propos du sort des Français musulmans depuis la fin de la guerre d'Algérie.

Page 12 :

— Attaques contre la protection sociale des chômeurs.
— Manifestation d'assistantes sociales parisiennes contre le fichage des étrangers.

Page 13 :

— Dans les entreprises : Alcatel-Thomson-Radiotéléphone Gennevilliers ; Cycles Peugeot Beaulieu.

Pages 14 et 15 :

— Renault Billancourt ; SNCF Paris Gare de Lyon ; Roussel-Uclaf Romainville ; Snecma Gennevilliers ; Télécom Aubervilliers.

Culture

Pages 16 et 17 :

— Livres : *Les douze chaises* d'Ilf et Petrov ; *La double hélice* de J. Watson ; *La route d'Ein Harod* d'A. Kenan ; *Le bal du gouverneur* de M.-F. Pisier ; *Little Boy, récit des jours d'Hiroshima*.

Pages 18 et 19 :

— Films : *Le pays où rêvent les fourmis vertes* de Werner Herzog ; *Sauvage et beau* de Frédéric Rossif.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

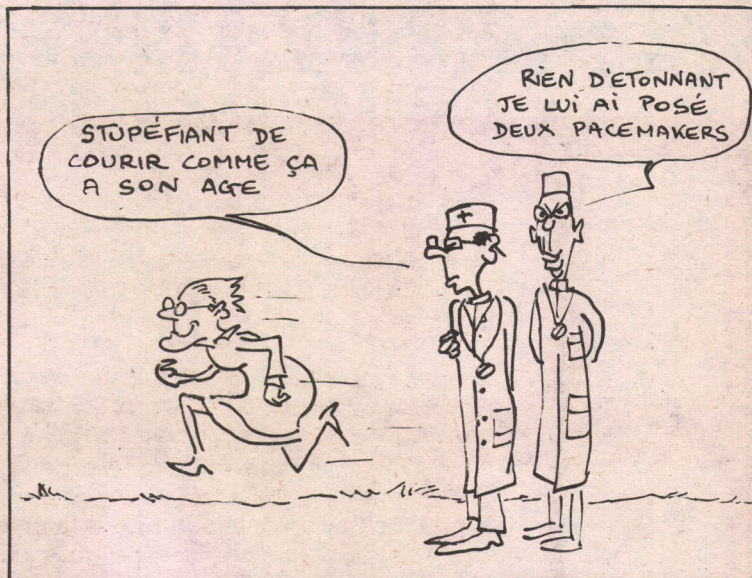
PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Les fabricants stimulent le cœur... à l'ouvrage des médecins

Dans son numéro du 19/12, le *Canard enchaîné* revient sur une affaire qu'il avait soulevée il y a quelque temps et concernant la pose de stimulateurs cardiaques : les fabricants de « pacemakers » n'hésiteraient pas en effet à stimuler aussi l'ardeur de certains médecins dans la pratique des implantations.

En voici quelques exemples, cités par le *Canard*. La société Kontron Cardiologie propose à une clinique de Marseille, en échange d'équipements cardiologiques d'une valeur de 600 000 F, soit « un financement direct », soit « un financement partiel ou complet par la pose de stimulateurs ». Une autre société, Ela Médical, elle, rappelle à un chef de service de cardiologie qu'il n'a pas respecté les termes d'un contrat portant sur l'implantation de 240 pacemakers sur deux ans, « qu'il reste donc 81 p.m. à réaliser », précisant toutefois qu'elle a « bien noté que vous donneriez les instructions à votre service pour atteindre 10 p.m. par mois ». Et le *Canard* de citer d'autres exemples de la même veine.



Que les laboratoires et les fabricants aient recours à ce genre de « collaborations » avec les milieux médicaux n'est pas nouveau. Depuis longtemps ils fournissent, à titre personnel ou à titre professionnel, du matériel ou de l'argent (500 000 F environ dans le cas de la pose de 100 stimulateurs), à des médecins qui, en échange, s'engagent à réaliser des études sur du matériel ou des médicaments.

Cette fois, si on comprend bien, il s'agit de stimuler la consommation de stimulateurs cardiaques !

Les uns comme les autres peuvent toujours arguer que ces contrats font progresser la science et la médecine ; mais la rentabilisation de l'industrie médicale s'accommode visiblement bien moins de prévention que d'un certain type de consommation médicale !

Ministère de la Cultuc

La lutte contre le chômage est en passe de connaître une avancée spectaculaire. On connaît les nouveaux TUC (travaux d'utilité collectifs) qui permettront de faire travailler des chômeurs à mi-temps pour un salaire de 1 200 F par mois. En principe les tucards seront embauchés par des collectivités locales pour effectuer des travaux variés, comme l'entretien des espaces verts, le nettoyage des bordures de rivières, le débroussaillage des sous-bois, etc.

Mais leur compétence ne connaît pas de limites : le

ministre de la Culture, Jack Lang vient de songer aux tucards pour donner une aide aux « lieux ouverts au rock », aux « lieux de diffusion », aux « lieux de répétition » ainsi qu'aux « équipes qui assurent la promotion de groupes régionaux et animent des lieux ».

Que feront les tucards ? Balaieront-ils ? Répareront-ils les fauteuils cassés ? Leur demandera-t-on également de chanter, pour 1 200 F par mois, « Noir c'est noir, il n'y a plus d'espoir » ?

Plus ça va, moins ça va

Sous le titre « C'est indiscutable — aujourd'hui, Sacilor va mieux », le 7^e groupe industriel français s'est offert une pleine page de publicité dans les quotidiens, de *L'Humanité* au *Figaro* en passant par *Le Monde*. « L'électrochoc du plan acier » et une politique répondant à « un seul mot d'ordre : celui de gagner » ont permis de « rétablir l'équilibre et générer des profits » peut-on lire. Même « l'équilibre social » serait en train d'être retrouvé... au prix quand même de « 20 000 suppressions d'emplois d'ici trois ans ». Là, pas de mieux, pas de changement.

Non seulement Sacilor licencie, mais avec la dose de culot nécessaire pour écrire : « Concrètement, tout salarié de Sacilor peut avoir l'opportunité de changer de fonction au sein du groupe... A tout salarié quittant Sacilor sont donnés les moyens de créer sa propre entreprise, soit de trouver un

nouvel emploi dans une autre entreprise... » On sait ce que tout cela veut dire, à l'heure où l'on franchit le cap des 2 500 000 chômeurs.

Sacilor va mieux ? Il faut surtout que les travailleurs n'oublient pas de lire les journaux pour s'en apercevoir.

Le chômage s'aggrave

Les chiffres publiés pour novembre par le ministère du Travail montrent que le chômage continue de se aggraver.

Fin novembre, 2 524 900 personnes étaient inscrites à l'ANPE (en données brutes), soit 0,4 % de plus que fin octobre.

Enfin, la durée moyenne pendant laquelle un chômeur reste sans emploi s'allonge. En novembre, elle était de 300 jours en moyenne, soit 16 % plus longue qu'il y a un an.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

Flexibilité de l'emploi :

Le patronat a déjà obtenu celle des syndicats

ON ne sait toujours pas lesquels parmi les différents syndicats accepteront de se ranger ouvertement du côté du patronat contre les travailleurs, en signant l'accord sur ce que les patrons appellent la « flexibilité » de l'emploi.

La Confédération Générale des Cadres, elle, n'aura surpris personne en annonçant la première qu'elle se trouve dans le camp du patronat.

FO, elle, s'était fait avec Bergeron une certaine popularité en étant depuis trois ans hostile au gouvernement. Si elle signe l'accord, elle aura fait la preuve qu'elle est peut-être hostile à la politique du gouvernement, mais pas à celle du patronat.

Quant à la CFDT, personne ne sait encore si elle ira jusqu'à signer. Ce que tout le monde voit, c'est que depuis des jours et des jours Maire en meurt d'envie. Rien que cela suffirait à le juger. Devant l'ampleur des réactions qu'a provoquées l'éventualité de cette signature parmi les militants de la CFDT, Maire et les autres dirigeants de la CFDT vont peut-être reculer. S'ils le font, ce sera mieux que s'ils signaient, bien sûr. Mais tous les travailleurs conscients auront vu que s'ils reculent, c'est contraints et obligés par leur propre base.

Reste la CGT qui, elle, a pris une position en pointe en dénonçant dès le début cet accord, ce qui, après avoir cautionné pendant trois ans toutes les remises en cause des droits ouvriers pour ne pas désavouer les ministres communistes alors au gouvernement, n'est pas un titre de gloire en plus, mais un déshonneur en moins.

Ces accords, finalement, qu'ils soient signés ou qu'ils ne le soient pas, montreront les limites de ce que la négociation syndicale peut obtenir du patronat quand les travailleurs ne sont pas là pour taper du poing sur la table. Quand le patronat n'a pas peur de la classe ouvrière, il se montre arrogant, mesquin, sans scrupules, offensif et méprisant.

Si ces accords sont signés, ce sera vraiment une des pires trahisons qu'auront pu commettre les dirigeants syndicalistes depuis les accords de Grenelle en 1968. Le

contexte n'est pas le même, bien sûr, mais la trahison serait de la même eau.

Si finalement les dirigeants syndicalistes ne signent pas, c'est au gouvernement qu'il appartiendra de choisir s'il satisfait ou pas les exigences du patronat. Tel qu'on le voit agir, et vu les hésitations mêmes des syndicats, il est probable qu'il le fera.

Pour les travailleurs, ce ne sera pas tout à fait la même chose. Dans un cas, si les syndicats signent, les travailleurs auront été vendus. Si c'est le gouvernement qui prend la décision, ce sera l'adversaire qui l'aura prise, et il sera clair qu'il faudra combattre et l'adversaire et la décision.

Alors oui, il aurait été souhaitable que les syndicats aient claqué la porte dès le début des négociations et appellent les travailleurs à riposter contre les prétentions patronales. On a vu qu'on en était loin. Pour le moment il n'y a que la seule CGT qui semble se diriger vers cette riposte, Krasucki ayant évoqué l'idée d'une grève générale en janvier. Malheureusement, du fait de sa politique depuis trois ans, la CGT n'est peut-être pas en mesure d'inspirer une confiance suffisante aux travailleurs pour qu'ils fassent d'une telle grève un véritable avertissement, c'est-à-dire le prélude d'une offensive qui soit autre chose qu'un baroud d'honneur sans lendemain. Car il faudra autre chose qu'une grève de 24 heures, même générale, pour faire reculer le patronat après trois ans de démobilitation ouvrière.

Mais tous les travailleurs conscients, comme les militants syndicalistes, devront considérer que cela peut être un premier pas, et ils devront chercher à convaincre tous les travailleurs d'entrer en lutte car c'est le seul moyen pour que la classe ouvrière reprenne confiance dans ses propres forces.

Car il n'est pas vrai que le patronat et le gouvernement ne craignent pas la classe ouvrière. Ils ne sont forts que de notre passivité et de nos craintes. Oui, il faut que les travailleurs reprennent confiance en eux-mêmes : ils ne peuvent faire confiance à personne d'autre.

Arlette LAGUILLER

Sur quoi porte ce protocole d'accord ?

Sur la « flexibilité de l'emploi »

Le protocole d'accord du 16 décembre est l'aboutissement de huit mois de négociations entre le patronat (CNPF et CGPME) d'une part et les organisations syndicales d'autre part. Mais c'est aussi l'acceptation de revendications bien plus anciennes du patronat, qui avaient déjà été partiellement satisfaites par les ordonnances de 1982 sur la loi des 39 heures.

Déjà, en 1982, le gouvernement avait accordé au patronat la possibilité d'imposer des horaires variables sur l'année dans certaines limites.

Le protocole d'accord actuel comprend cinq chapitres, souvent assez vagues, mais qui laissent la porte ouverte, dans des négociations ultérieures par branches, ou par entreprises, à des reculs considérables des droits des travailleurs.

Le premier point concerne les « mutations technologiques » et prévoit, dans les six mois au plus,

des discussions par branches pour adopter des plans d'adaptation, prévoyant la consultation des comités d'entreprise. C'est imprécis, comme on voit, mais au nom de l'adaptation, le patronat peut tout exiger : licenciements, travail à temps partiel, diminution des salaires, etc. Il est vrai que la législation actuelle permet déjà au patronat de licencier, de diminuer les salaires, etc., à peu près à sa guise, mais il est évident aussi que cette clause permettra bien des interprétations, bien des abus.

Le second point concerne « la durée et l'aménagement du temps de travail » pour lesquels d'autres négociations sont prévues qui pourraient porter sur la durée annuelle du travail, c'est-à-dire la possibilité pour les patrons de faire travailler les salariés non plus selon un horaire hebdomadaire, mais selon un horaire annuel, avec toutes les variations souhaitées par

les dirigeants d'entreprises, selon la saison, le niveau d'activité, etc. Les travailleurs auraient des semaines courtes ou longues selon les volontés patronales. Dans la pratique cela pourra signifier que les heures supplémentaires pourraient ne plus être payées, mais « récupérées » un autre mois, par exemple. Le travailleur licencié en cours d'année n'aurait alors pas nécessairement ses heures supplémentaires payées. On peut faire confiance à l'imagination fertile des patrons pour que les conditions d'application de ce point soient extrêmement défavorables aux salariés.

Le troisième point permet d'accélérer les procédures de licenciements.

Le quatrième autorise les petites entreprises à se passer de délégués du personnel et de comité d'entreprise durant quatre ans après avoir atteint l'effectif qui justifie jusqu'à présent la désignation de ces délé-

gués et comité d'entreprise.

Le cinquième chapitre enfin permet d'allonger dans certains cas le temps des contrats à durée déterminée ainsi que les missions d'intérim.

Dans l'ensemble il s'agit d'un accord-cadre, dont bien des modalités restent à définir dans des négociations ultérieures, mais ce

protocole permet justement à ces négociations d'avoir lieu.

Et il y a toutes les chances pour que les organisations syndicales qui acceptent le protocole se montrent aussi capitulardes dans les négociations par branches d'activités et par entreprises.

A.V.

Le numéro 115 de décembre 1984 de Lutte de Classe est paru. Au sommaire :

- ☐ La discussion entre la LCR et Lutte Ouvrière à propos de la nouvelle politique du PCF : Différence d'analyse ou différence de pratique ?
- ☐ Un échange de correspondance entre la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière.
- ☐ Annexe.

La fête des riches

« C'est pour les chocolats ou la pâtisserie ? » s'informe une hôtesse en uniforme et tout sourire, à l'entrée du magasin Fauchon, place de la Madeleine à Paris. « Les chocolats ? Alors il faut attendre une petite minute, que quelques clients sortent, le magasin est complet... Et il y a en effet foule dans les boutiques Fauchon, quelques jours avant Noël. La crise ? Les nouveaux pauvres ? On ne connaît pas du côté des beaux quartiers, ou du moins ça ne risque pas d'empêcher de digérer. Ah non !

Et si les riches n'auront pas forcément un réveillon gai, après avoir fait leur marché chez Fauchon, ils l'auront payé cher. Un aspic de crevettes Bloody Mary, par personne, à 63 F pièce ; 100 grammes de caviar d'Iran par invité, à 440 ou 740 F, selon la qualité ; une lichette de foie gras d'oie non truffé, à 120 F les 145 grammes, ou truffé — c'est meilleur — à 172 F les 130 grammes ; pour finir par quelques chocolats à 320 F le kilo ; le tout arrosé — mais ça devient du luxe — par un magnum de Romanée-Conti 1967, à 31 600 F ! A ce stade, un petit coffret en carton doré contenant environ 300 grammes de chocolats est un petit cadeau pas désagréable à offrir à ses invités. Pour 950 F, voilà une attention délicate qui, accompagnée d'une boîte d'humidification de chocolats à 2 750 F, fait toujours plaisir !

Après le réveillon, les cadeaux, c'est l'embarras du choix. Rue Saint-Honoré, rue de la Paix, rue Royale, aux « Champs », bijoux, fourrures, maroquinerie brillent et s'étalent, sans étiquettes de prix bien souvent, il ne faut pas être mesquin. Comme dit une publicité : « C'est ma femme. Elle m'aime. Alors elle m'a offert un diamant ». Tout le monde ne peut pas se le faire offrir par un dictateur africain... Ceux qui auraient quelques difficultés passagères, dues à une malchance boursière par exemple,



peuvent se rabattre sur une montre, pas haut de gamme, très simple, sans joaillerie tapageuse, à 22 000 F Place Vendôme ou, un peu mieux, à 65 850 F boulevard des Capucines ; ou même, s'ils sont franchement radins, sur un banal fouet à champagne, « pour l'agiter avec élégance », tout en or, à 3 500 F. Pas cher.

Quant à Madame, elle peut trouver de charmants escarpins, trois lanières — difficile d'imaginer une paire de chaussures plus dépouillée — à un peu plus de 2 000 F chez Bailly et s'offrir un retapage de façade « ultra-rapide et ultra-efficace » à « tout petit prix », dit la publicité : 850 F avec réduction à 600 F pour les lectrices de *Madame Figaro* jusqu'au 31 décembre. Pour ce prix-là, le ravalement complet comprend « phytothérapie, drainage lymphatique, enveloppement d'algues, gommage corporel, massage californien, élimination des toxines par oxygène et ozone... » ! Il n'est pas dit s'il existe un forfait pour faire les mouffettes au toutou pendant qu'on fait la toilette de sa mémère...

En tous les cas, la fête se prépare activement du côté des quartiers chics de Paris, et les commerces de luxe continuent à ne pas chômer, eux : rue Saint-Honoré, pour ne citer qu'elle, pas une faillite n'est à signaler depuis trois ans. Les restaurants aussi s'attendent à faire salle comble. Et l'on peut trouver d'excellents menus, paraît-il, au Pré-Catelan dans le 16^e, pour 1 200 F, vins non compris évidemment. Ce qui reste finalement très raisonnable quand on sait que, pour un petit déjeuner en toute simplicité avec quatre amis, dans un restaurant de Saint-Germain, un général et intime de Marcel Dassault banquait récemment 15 000 F d'addition, addition sur laquelle figuraient 75 cl de Bordeaux millésimé à 7 000 F !

A l'autre bout de Paris, le Secours Catholique prépare, sous le chapiteau du square de Choisy, son repas chaud pour la Noël des déshérités ; les mairies rassemblent les boîtes de conserve pour le filet des vieux ; et l'abbé Pierre poursuit sa campagne tapageuse sur le thème « à votre bon cœur, m'sieurs-dames »...

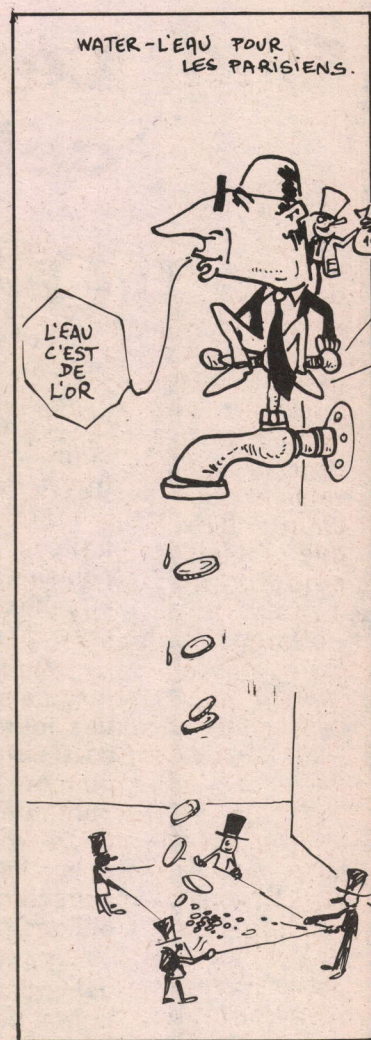
Histoire d'eau

La Ville de Paris vient de décider de privatiser la distribution de l'eau dans la capitale, jusque-là assurée par une régie de la ville. 300 millions de chiffre d'affaires par an, c'est donc ce que vont se partager les deux groupes qui ont emporté le marché : la Compagnie Générale des Eaux et la Société Lyonnaise des Eaux.

Résultat immédiat pour les Parisiens : une augmentation importante des tarifs. Chirac et ses amis ont beau expliquer que cette hausse, même sans la privatisation, aurait été inévitable, les habitants de la capitale risquent de trouver un drôle de goût à l'eau de l'opération.

La Société Lyonnaise des Eaux semble être une favorite de la Ville de Paris. Elle se serait déjà vu confier, par le biais de sa filiale, la SITA, une partie du ramassage des ordures et devrait se voir prochainement confier par la municipalité des opérations de câblage de télévision dans la capitale. Il faut ajouter que le P-DG de ladite Lyonnaise des Eaux est un certain Jérôme Monod, secrétaire général du RPR en d'autres temps !

De là à en déduire que la distribution de l'eau permet à Chirac d'arroser ses amis...



Le cheval le plus cher

Le record absolu d'enchères enregistré en France a été atteint à l'Hôtel Drouot le 12 novembre : un petit cheval de bronze du XVII^e siècle s'est vendu un peu plus de dix millions de francs, soit un milliard de centimes !

Et le fameux bronze a été prendre sa place dans une collection... au milieu d'autres objets du même genre, on peut le supposer.

Il n'y a pas que le chômage et la misère qui battent des records.

Budget parisien :

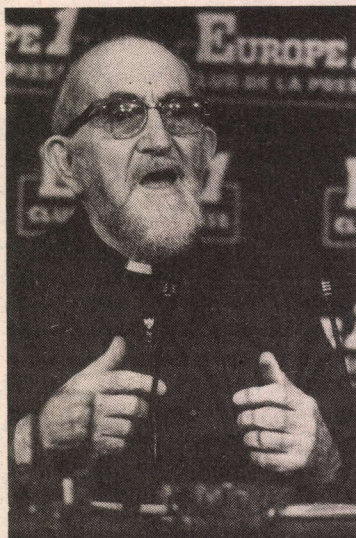
La petite ceinture

Mardi 18 décembre, le budget 1985 de la Ville de Paris a été voté.

Afin de ne pas trop augmenter les impôts locaux, d'après Jacques Chirac, il s'agissait donc d'en revoir la répartition, « non pas de dépenser plus, mais de dépenser mieux ».

C'est ainsi que la subvention de la Ville au Bureau d'Aide Sociale est inférieure en francs constants à celle de 1984. C'est sûrement cela, l'aide aux nouveaux pauvres !

Et dans les bureaux de l'Aide Sociale, là où des employés essaient de pallier aux problèmes les plus courants de la misère quotidienne, il n'y a en vue ni Jacques Chirac posant pour les photos aux côtés de l'abbé Pierre, ni campagne contre la pauvreté. Il n'y a que la restriction des moyens qui est à l'ordre du jour.



Hausses en fraude

Comme l'a noté un journaliste du *Canard enchaîné*, si vous prenez un billet pour Strasbourg en gare de Besançon, vous payez 154 F. Si le soir même vous achetez votre billet de retour en gare de Strasbourg : 160 F. 6 F de plus, soit 3,90 % d'augmentation.

Si vous demandez pourquoi c'est plus cher, on vous répond que vous payez une taxe pour la réfection de la gare.

Entre Pau et Bordeaux, c'est la même chanson. Le billet Pau-Bordeaux coûte 94 F à Pau et 99 F à Bordeaux.

Et il en va de même dans bien des gares. La SNCF fait ainsi financer des investissements ponctuels... par les usagers des gares.

Evidemment, la taxe n'est pas affichée sur le billet... En principe, les tarifs SNCF sont fixés par décret, au kilomètre, toute dérogation ou initiative locale serait donc illégale !

C'est pour cela sans doute que ces augmentations « locales », officiellement, n'existent pas. Les tarifs SNCF — pris en compte pour le calcul de la hausse des prix officielle — n'augmentent, eux, « que » de 8,5 %, sans tenir compte de ces petits tours de passe-passe !

Le PCF n'aime pas qu'on dise qu'il est dans l'opposition, même quand il y est !

Les députés communistes ont voté, mercredi 19 décembre, contre le projet de budget pour 1985.

Les précédents budgets d'austérité pour lesquels ils avaient voté, lorsque le PCF était au gouvernement, ne valaient pas mieux. Mais enfin, mieux vaut tard que jamais. Le PCF, aujourd'hui, reproche donc au pouvoir « d'imposer l'austérité (...) à tous ceux qui travaillent pour vivre », au lieu d'être « déterminé vis-à-vis de la droite et du patronat » et constate que les « principales innovations fiscales de la loi des finances pour 1985 auront pour but de satisfaire les exigences du capital ». C'est vrai.

Les journalistes et les commentateurs politiques ont sauté sur l'occasion pour essayer de faire dire au PCF que cette fois-ci, en votant contre le budget, il s'était rangé officiellement dans l'opposition. Ils ont même réussi à faire dire à un député des Hauts-de-Seine, Dominique Frelaut, juste après le débat : « Nous sommes dans l'opposition, mais pas avec la droite ».

Mais à la radio sur France-Inter le matin, comme à la télévision le midi, ils n'ont pas réussi à faire dire ni à Fiterman ni à Lajoinie qu'ils étaient dans l'opposition. Les dirigeants nationaux du PCF se sont débrouillés, à chaque fois, pour esquiver la question.

Pourquoi sont-ils donc si gênés de dire que le PCF est franchement dans l'opposition contre un gouvernement ouvertement contre les travailleurs et au service des patrons ? Ce n'est sûre-



ment pas par peur d'être confondus avec la droite, car en ce cas ils n'auraient qu'à s'affirmer « opposition de gauche ».

Loin d'être gêné, le PCF devrait au contraire être fier de ne pas laisser le monopole de l'opposition à la droite.

Seulement le problème, c'est que le PCF est guidé dans son « opposition », apparemment honteuse, au gouvernement, par bien d'autres soucis que le seul intérêt des travailleurs.

Il a été amené à partir du gouvernement pour des intérêts électoraux, des intérêts de boutique, de politiciens. La direction du PCF a sans doute estimé que, si le PCF continuait à lier son sort à celui du gouvernement, il allait se retrouver à perdre mairie après mairie, poste de député après poste de député, etc. Alors tous ceux qui au Parti Communiste ont un fief électoral à préserver ont voulu que la direction du PC limite les dégâts, en prévision des élections de 1986.

Il valait mieux apparaître

comme s'opposant au gouvernement que solidaire de celui-ci.

D'un autre côté, si le PCF disait franchement qu'il est « dans l'opposition », il risquerait de couper par avance toute possibilité d'alliances électorales futures avec le Parti Socialiste, lui permettant de garder telles ou telles mairies et circonscriptions. Et comme il ne peut pas, lui, en faire avec la droite (parce que la droite ne voudra de toute façon pas de lui), il préfère préserver un lien moral, c'est-à-dire électoral, avec le gouvernement socialiste !

Alors le PCF navigue entre les mots et continue d'avoir un double langage : l'un réservé aux travailleurs, à ses militants ouvriers, par lequel il dénonce la politique gouvernementale ; un autre à destination des politiciens bourgeois au gouvernement, auxquels il suggère que son divorce actuel n'exclut pas les futures rencontres... Sera-t-il entendu ? C'est une autre affaire.

Sylvie FRIEDMAN

Camps de la mort

La solidarité française plus respectable que la solidarité communiste ?

Un nommé Laurent Wetzel, conseiller municipal CDS de son état, vient de comparaître pour diffamation, pour avoir mis en cause dans un article il y a un an Marcel Paul, dirigeant du PCF et naguère ministre de De Gaulle.

Le PCF se sent outragé que cette « grande figure de la résistance » qu'est Marcel Paul puisse être suspectée par le premier Wetzel venu d'avoir, lorsqu'il était prisonnier au camp de Buchenwald, « disposé du sort — c'est-à-dire de la vie et de la mort — de nombreux camarades de déportation » et d'avoir tenu « compte essentiellement de l'intérêt de son parti » lorsqu'il s'agissait d'aider un prisonnier.

Wetzel ne fait évidemment pas de révélation en affirmant la chose, d'autant moins que, la barbarie des camps nazis étant ce qu'elle fut, une des seules chances de survie était la solidarité et la capacité de s'organiser collectivement ; et si les militants du Parti Communiste avaient ce pouvoir d'aider ou de ne pas aider quelqu'un, c'est justement... parce qu'ils s'entraidaient entre militants du même parti. Cela, Wetzel ne

le sait apparemment pas, ne veut pas le savoir ou, plus probablement encore, s'en fiche, parce que son problème n'est manifestement pas l'attitude des militants du PC dans les camps — sur laquelle il y a certainement des choses à dire — mais l'opération anti-PC que tout cela permet.

Mais si cela chatouille tant le Parti Communiste, c'est que, justement, il tient à être respecté par des gens comme Wetzel. Interviewé sur France-Inter, à la question du journaliste qui lui demandait de répondre si, oui ou non, Marcel Paul avait aidé de préférence les militants communistes, Charles Fiterman répondit : pas du tout, Marcel Paul défendit les Français et les résistants français d'abord !

Si cette réponse ne prouve rien sur le comportement passé de Marcel Paul, elle est par contre révélatrice de la volonté présente de Fiterman qui, lui, tient manifestement à persuader qu'il fait passer ses solidarités nationalistes avant ses solidarités communistes. C'est tellement plus respectable aux yeux de la bourgeoisie et de la droite en 1984.

L.P.

Rien de neuf au Parti Socialiste

Le week-end des 15 et 16 décembre, le Parti Socialiste a réuni une Convention nationale sur le thème « Modernisation et progrès social ». Il va bien falloir que le PS fasse campagne en 1986, et la politique du gouvernement ne lui facilite pas le retour devant les électeurs ! Jospin a d'ailleurs tenu à dire aux membres du gouvernement présents à la Convention que le Parti Socialiste n'attendait pour se mobiliser qu'un « signal ».

En guise de signal, Fabius s'est contenté d'affirmer que la « rigueur » continuerait. Pas très mobilisateur, pour les militants socialistes ! A défaut de gadget électoral à mettre en avant, la Convention du PS a été l'occasion pour les ex- ou futurs Premiers ministres de régler les comptes.

Mauroy n'était pas là. Sa manière à lui de boudier. Chevenement, lui, s'il a tenu à préciser qu'il était « solidaire », a quand même rappelé que, si on l'avait écouté lors de sa première sortie du gouvernement, on n'en serait pas là. Rocard, lui, pense qu'il faut lutter contre le chômage et a conclu l'ensemble de ses propositions : « La bataille pour l'emploi est une bataille de gauche, mais la victoire dépend beaucoup des chefs d'entreprise ».

Et, de fait, l'ensemble de ses propositions n'est qu'un ramassis d'aides aux entreprises : aides fiscales, ristournes de 10 % aux entreprises qui ne licencient pas sur leurs charges sociales, etc. Plus Fabius que Fabius, quoi !

J.J.F.

Rocard, un veau rien ?

Les hormones dans le veau sont de retour.

Interdites à la suite du boycott lancé par des unions de consommateurs qui soulignaient leur danger, elles sont de nouveau autorisées par Rocard, le ministre de l'Agriculture.

Celui-ci a, bien entendu, rassuré les consommateurs : l'utilisation des hormones sera contrôlée et les abus sanctionnés.

Mais les promesses d'un ministre, qu'est-ce que ça veau ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière DRT Montpellier



A la pêche...

Après Chirac, qui avait fait son petit tour en Israël en même temps que Chaban-Delmas, après Raymond Barre, voilà Giscard qui, lui, y retourne une seconde fois. Il s'en est expliqué dans une interview accordée à l'AFP, en disant qu'il « voulait aller voir sur place de combien avait poussé l'arbre qu'il avait planté à son premier voyage » !

Evidemment, cela fait un peu minable auprès de Chaban-Delmas qui s'est vanté, lui, (c'est *Le Monde* qui le rapporte) d'avoir « délibérément facilité le départ pour Israël des célèbres vedettes de Cherbourg ».

Nous ne savons pas si le « vote juif » ou pro-Israélien existe en France ou pas. Mais ces hommes-là, eux, ont vraiment l'air d'y croire !

Le bilan de l'année 1984

Gouvernement et patronat d'accord pour licencier les travailleurs

En un an, d'octobre 1983 à octobre 1984, le chômage a augmenté de 16,2 % et, entre les chômeurs reconnus tels et ceux qui, par des tours de passe-passe, ne figurent pas sur les listes, on approche les trois millions.

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS ET LICENCIEMENTS

Les « suppressions d'emplois » ont affecté tous les secteurs de la production. Pour rappeler quelques chiffres :

— **Automobiles** : 1 905 licenciements chez Talbot en décembre dernier ; 5 959 suppressions d'emplois chez Citroën, dont 1 496 licenciements à la rentrée de septembre. Chausson : annonce de 1 315 suppressions d'emplois ; RVI : 3 750.

— **Sidérurgie** : le plan sidérurgique présenté au Conseil des ministres le 30 mars dernier annonce 8 000 suppressions d'emplois, principalement en Lorraine. Bien que Mitterrand, devant la colère des mineurs lorrains, ait annoncé qu'il « n'y aurait pas de licenciements »,

les quelques rares emplois de « reconversion » sont loin de faire le compte et la fermeture totale ou partielle de plusieurs usines n'est qu'un début : de 20 à 27 000 suppressions d'emplois sont prévues.

— **Creusot-Loire** : 2 300 suppressions d'emplois sont toujours annoncées dans le dernier plan de « sauvetage » de l'entreprise.

— **Chantiers navals** : 2 100 emplois en moins à Nantes et Saint-Nazaire.

— **Electronique** : dans ce secteur, pourtant présenté comme une « technologie d'avenir », les effectifs ont diminué : 425 en moins à la Thomson-Gennevilliers dans la branche Vidéo et 1 500 dans la

branche Téléphone, sur les diverses usines du groupe ; Brandt-Armen, une filiale du groupe, demande 580 licenciements ; la CEPEN à Orléans (une autre filiale), 600.

Et ceci ne concerne que quelques grosses entreprises, dont la presse et la télévision ont parlé. Mais dans le même temps, par tout le pays, de multiples petites entreprises ont procédé à des licenciements, venant ainsi grossir le nombre de chômeurs.

Pour l'année suivante, rien ne permet d'envisager une amélioration. Toutes les prévisions des entreprises annoncent au contraire une aggravation du chômage.

LE GOUVERNEMENT NE PRÉTEND PLUS LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE, MAIS ENTÉRINE OFFICIELLEMENT LES LICENCIEMENTS DEMANDÉS PAR LES ENTREPRISES

Mais alors que, jusque vers la fin de l'année passée, en 1983, le gouvernement prétendait toujours vouloir lutter contre le chômage, cette année, en 1984, sous prétexte de « mutations technologiques nécessaires », de « modernisation de l'industrie française », il a en quelque sorte officialisé le chômage, voire même, en certains cas, accéléré les mesures de licenciement. Ce changement de langage est apparu clairement en automne 1983, quand Talbot a demandé le licenciement de près de 3 000 travailleurs. Le gouvernement avait alors déclaré (*Le Monde* du 13/10/83) qu'il « n'était pas question d'empêcher une entreprise privée d'adapter ses effectifs à son marché » et, sur les 2 905 licenciements demandés, les pouvoirs publics en avaient autorisé, en décembre 1983, 1 905 — ce qui correspondait en fait au nombre voulu par la direction du groupe. Quant aux ministres communistes, alors encore présents au gouvernement, ils n'avaient pas tenu un autre langage et ne

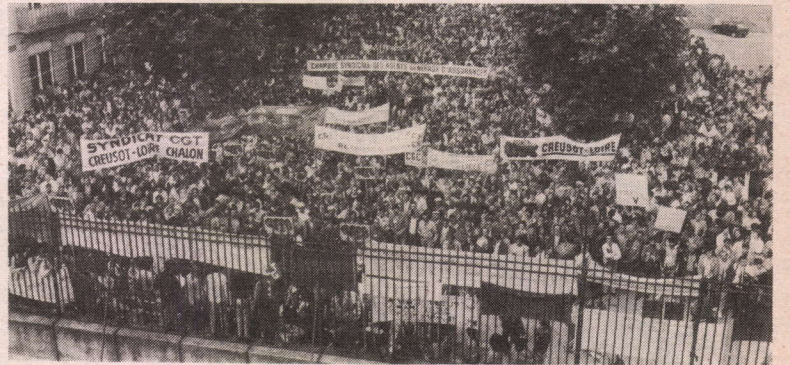
s'étaient pas désolidarisés des dirigeants socialistes. Ralite, qui avait participé aux négociations sur le plan de licenciement proposé, en avait conclu, une fois que le nombre de licenciements demandés avait été réduit d'un tiers, que « ces acquis étaient importants » ! Quant à la CGT, elle avait, du coup, lâché les ouvriers de Talbot en lutte contre les licenciements, en plein mouvement.

Tout au long de l'année 1984, gouvernement et patronat se sont retrouvés d'accord chaque fois qu'il s'est agi de licencier des travailleurs, sous prétexte qu'il était nécessaire de « restructurer » les entreprises pour les moderniser et les rendre plus compétitives. Ce n'est pas tant que, précédemment, les pouvoirs publics aient systématiquement refusé tout projet de licenciements collectifs car, pour le deuxième semestre de l'année 1983, selon *Le Figaro* (14/12/83), « les licenciements autorisés dépassaient 30 000 chaque mois » et, dans 86 % des cas, ils étaient acceptés. Seulement, l'actuelle législation en rend la pro-

cédure lente ; il faut compter de deux à six mois pour que les patrons obtiennent gain de cause. Et c'est cette législation, ces entraves bien minces aux projets patronaux, que les socialistes se proposent de modifier. Mitterrand avait donné le ton, dans une émission de « 7 sur 7 » à la télévision, le 12 février 1983 : « La lenteur des réponses apportées aux demandes justifiées de licenciements est souvent une cause de difficultés. Il faut corriger cela ». Et il aurait demandé alors aux Directions départementales du travail d'accorder plus rapidement les autorisations de licenciements collectifs demandées par les patrons. Dans les négociations dites sur « la flexibilité » de l'emploi, c'est entre autres ce raccourcissement des délais que le patronat demande de légaliser !

Le bilan de l'action gouvernementale pour l'année 1984, en ce qui concerne le chômage, a au moins le mérite d'être clair : il marche la main dans la main avec le patronat, ouvertement, sans fioritures.

Marianne LAMIRAL



Manifestation contre les licenciements à Creusot-Loire.



Avant d'être Premier ministre, c'était le ministre de l'Industrie... et des licenciements.

Sondage SOFRES-Le Figaro sur le moral du patronat

Larmes de crocodiles

Au moment où s'ouvrait l'assemblée générale du CNPF, le mardi 18 décembre, *Le Figaro* publiait un sondage fait auprès des patrons, sur leur situation et sur leur façon de voir l'évolution de l'économie.

Le bilan : les patrons en France seraient pessimistes, ils n'auraient pas le moral. Ce serait dur d'être un patron, aujourd'hui ! Qu'on en juge : sur les 653 chefs d'entreprise de plus de 10 salariés interrogés par la SOFRES, seulement 23 % ont vu leurs investissements en France augmenter en 1984. 25 % ont vu leur résultat d'exploitation s'améliorer par rapport à 1983 ; par contre 54 % l'ont vu se dégrader.

Et pour l'avenir, les patrons seraient encore plus pessimistes : 15 % seulement pensent que leur investissement, en France, pour 1985 va augmenter ; 41 % pensent par contre qu'il va diminuer ; et 41 % qu'il va rester stable. Le cliché des patrons investisseurs en prend un sacré coup, dans cette histoire.

Quant à l'emploi, ce n'est plus le pessimisme qui domine, c'est carrément la déprime : 5 % seulement des chefs d'entreprise prévoient que leurs effectifs vont augmenter en 1985 ; 38 % par contre prévoient

une réduction. Il est d'ailleurs à noter, comme le fait *Le Figaro*, que les perspectives de diminution d'effectifs sont plus importantes dans les grandes entreprises que dans les petites : 50 % des sociétés de plus de 500 salariés envisagent une réduction, contre 40 % pour celles occupant de 50 à 499 personnes, et 37 % pour celles de moins de 50 salariés.

Mais dans le même temps, d'autres chiffres rendent moins compte de cette morosité. Les résultats des entreprises semblent s'être améliorés en 1984, et singulièrement ; et cela devrait se poursuivre en 1985. Le taux de marge, évaluant la rentabilité des entreprises (excédent brut d'exploitation rapporté à la valeur ajoutée), comme le rapporte *Libération* du 19 décembre, est remonté cette année autour de 24,5 % et irait pour 1985 vers les 27 %.

Alors d'où vient ce pessimisme affiché des patrons ? Yvon Gattaz a entre autres déclaré, lors de l'assemblée nationale du CNPF, que « rarement les chefs d'entreprise se sont sentis plus solidaires de leurs salariés », au moment où ils s'apprentent à en mettre bon nombre sur le pavé. Quel attendrissement méritoire !

M.L.

□ Bonjour le progrès

La Direction générale des impôts va mettre en place, entre 1985 et 1987, un fichier géant de Simplification des Procédures d'Imposition, le SPI.

Il concernera 20 millions de

contribuables. L'objectif, d'après la Direction des impôts, c'est de diminuer de moitié la fraude fiscale, qui s'élèverait environ à 90 milliards de francs par an.

Vous qui êtes salarié, plus

la peine de déménager régulièrement plutôt que de remplir les déclarations de revenus : vous n'y couperez pas. Ah mais, si vous étiez patron, pas de quoi vous inquiéter : les beaux jours demeureraient...

□ La main dans le Boussac

400 millions de francs, tel est le montant du cadeau de mariage réclamé par le groupe Fériel aux pouvoirs publics après qu'ils lui ont donné le feu vert pour la reprise de l'empire du textile, le goupe Boussac.

Pourquoi le groupe Fériel se gênerait-il avec l'argent des contribuables ? Rien que depuis 1982, les prêts de

l'Etat à la société Boussac-Saint-Frères se sont élevés à 195 millions de francs, auxquels se sont ajoutés 280 millions avancés par une filiale de l'IDI (Institut de Développement Industriel) et 200 millions de dotation en capital.

Ainsi, l'Etat aura englouti dans l'affaire plus d'un milliard de francs pris sur les fonds publics. Des fonds qui

n'auront pas été perdus pour tout le monde, en tout cas pas pour les frères Willot et les autres actionnaires privés liés au groupe. Quant aux travailleurs, à eux le chômage et les suppressions d'emplois : aux 5 000 déjà supprimés durant cette période, la reprise des affaires Boussac par Fériel devrait en ajouter 3 000 supplémentaires !

□ La balance du commerce extérieur va mieux, car la consommation va mal !

800 millions de francs d'excédents pour le commerce extérieur en ce mois de novembre 1984 : voilà un chiffre qui satisfait le gouvernement, surtout que le précédent, sur le même sujet, avait été très mauvais. En octobre, il y avait eu déficit et le déficit s'élevait à 3,4 milliards de francs. Maintenant, pour les onze premiers mois de l'année, le déficit s'élève à 21,6 milliards de francs.

Va-t-on vers un redressement de la situation ? Les entreprises françaises

exportent-elles plus ? A y regarder d'un peu plus près, on s'aperçoit que l'excédent du commerce extérieur en novembre est dû beaucoup plus à une diminution des importations (-4,3 %) qu'à une augmentation des exportations (+1 %). Et cette baisse des importations résulte d'une baisse de la consommation, pas d'une reconquête quelconque du marché intérieur.

« Etant donné que la France ne peut plus tellement compter sur un sursaut de

ses exportations, en raison du ralentissement de la reprise mondiale et de son inflation qui reste toujours plus élevée que celle de ses grands partenaires, il faudrait que cette réduction des importations se poursuive », écrit *Le Figaro* du 20 décembre.

Traduction : pour que ça aille mieux pour quelques-uns, il faut que la majorité consomme moins. C'est effectivement la seule règle économique que connaissent les bourgeois en temps de crise.

□ 1984 : une bonne année... pour les patrons

Traçant le bilan économique de l'année 1984 et les perspectives pour le 1^{er} semestre 1985, l'INSEE souligne que, s'il y a eu un redressement dans la situation des entreprises, cette tendance étant continue depuis le 2^e semestre 1982, il y a parallèlement, et pour la deuxième année consécutive, une diminution du pouvoir d'achat : 0,2 % en 1984 après 0,6 % en 1983. Et l'on sait que les chiffres de l'INSEE sont loin de

traduire l'ampleur réelle de ce recul.

Commentant ces résultats, *Le Figaro* reconnaît que « c'est la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale que le pouvoir d'achat des ménages baisse deux fois de suite ». Quant au journal *Les Echos*, pour sa part, il s'en félicite, sous le titre « L'assainissement continue ». Et puisque « l'incontestable amélioration de la situation financière » des entreprises

s'explique entre autres par la politique de ralentissement de la consommation, du pouvoir d'achat et le maintien de forts gains de productivité, ce journal des milieux patronaux en redemande, concluant : « La modernisation — ou la rigueur si l'on préfère — doit rester encore longtemps à l'ordre du jour ».

Peut-on douter, au vu de ces résultats, que du côté du gouvernement ce souhait a déjà été reçu 5 sur 5 ?

□ On voudrait les faire accoucher d'un autre texte

Scandale à Rome : 24 religieuses américaines auraient osé, dans le cadre de la récente campagne électorale, se déclarer publiquement pour le libre choix en matière d'avortement.

Pour cette dissidence, elles sont aujourd'hui menacées d'exclusion de leur congréga-

tion. A moins qu'elles ne renient publiquement leur prise de position, bref, qu'elles se dérobent.

C'est ce que souhaite peut-être le pape, ce vieux grigou. Mais tant qu'à faire, les audacieuses religieuses peuvent aussi carrément se défroquer, et envoyer le pape au diable !



Hong-Kong rentre en Chine quand la Chine rentre dans le marché capitaliste



A Pékin, Margaret Thatcher et son homologue chinois en train de décider du sort de Hong-Kong !

Margaret Thatcher a signé à Pékin, le mercredi 19 décembre, l'acte par lequel le Royaume-Uni rend à la Chine la souveraineté sur le territoire de Hong-Kong à partir du 1^{er} juillet 1997, date à laquelle expire le « bail » de 99 ans que l'Angleterre avait imposé à la Chine colonisée.

C'est évidemment pour la Chine la fin d'un des derniers restes de l'humiliation coloniale et, pour la Grande-Bretagne, l'abandon d'un des derniers vestiges de son empire colonial.

Mais cela, c'est le côté symbolique. Ce qui était en jeu, dans cette affaire, c'était l'avenir de Hong-Kong, un petit territoire de 1 000 km² où s'entassaient 5 millions et demi d'habitants, mais un territoire qui est à la fois un paradis pour les capitalistes exploitant, sans beaucoup de contraintes légales et avec une fiscalité très basse, une main-d'œuvre à bon marché (des fortunes se sont bâties ainsi dans le textile, les matières plastiques, plus récemment l'électronique et l'horlogerie) et qui est aussi, après New York et Londres, la troisième place financière internationale. Elle sert de relais aux banques internationales pour leur commerce avec les pays d'Asie ; et c'est aussi par elle que transite la majeure partie du commerce des pays occidentaux avec la Chine.

Le problème le plus important, c'était bien sûr, pour tous ces gens-là, de savoir ce qu'allait devenir leurs fortunes ; et c'était aussi, pour les habitants de Hong-Kong, en particulier pour les Chinois émigrés depuis 1949, la crainte de se retrouver dans un régime dictatorial et pauvre, s'ils devaient vivre « à la chinoise ».

Eh bien, ils ont eu toutes les garanties qu'ils voulaient. Pendant cinquante ans au moins, après 1997, Hong-Kong jouira de droits spéciaux dans le cadre de la République chinoise :

— le territoire sera considéré comme une « région administrative spéciale », avec

son propre gouvernement élu ;

— la liberté de presse, la liberté individuelle seraient garanties (en particulier, le gouvernement chinois n'imposerait pas à Hong-Kong de campagne de limitation des naissances, et les habitants de Hong-Kong pourraient librement se rendre à l'étranger) ;

— et surtout, la liberté du capital est garantie et Hong-Kong reste un port franc...

Il paraît que les habitants de Hong-Kong sont satisfaits, ce qui n'empêche pas tous ceux qui le peuvent de se préparer une retraite aux Etats-Unis ou dans un autre pays... pour le cas où le gouvernement chinois prendrait un nouveau virage.

Mais en tout cas, le gouvernement chinois a lui aussi de quoi être satisfait. Car, sans drames ni heurts, il va récupérer, si tout se passe bien, une de ces zones industrialisées qui représentent le modèle de celles qu'il essaie de développer sur son propre territoire depuis 1979, depuis qu'il a décidé de tout faire pour essayer de faire rentrer la Chine dans le giron du marché international, du marché capitaliste. En 1980, il a créé cinq zones économiques spéciales pour attirer les industriels étrangers, qui peuvent y exploiter une main-d'œuvre sous-payée (deux fois moins cher qu'à Hong-Kong) à des conditions avantageuses (l'Etat construit l'infrastructure et accorde des dérogations fiscales et douanières). Cette année, ce sont quatorze ports qui ont été ainsi « ouverts » au capitalisme étranger.

L'accord avec Hong-Kong s'inscrit dans cette logique. C'est la meilleure ouverture sur l'Occident que pouvait actuellement trouver le gouvernement chinois. Et c'est aussi, pour les capitalistes chinois ou internationaux installés à Hong-Kong, un moyen d'être en bonne position pour devenir les exploités privilégiés des travailleurs chinois.

Sylvie FRIEDMAN

A propos du sort des Français musulmans depuis la fin de la guerre d'Algérie

Nos articles publiés dans *Lutte Ouvrière* du 27 octobre dernier à propos de l'anniversaire de l'insurrection algérienne du 1^{er} novembre 1954 nous ont valu une longue lettre du « Conseil National de Réflexion et de Coordination des Associations de Musulmans Français ». Nous ne pouvons, du fait de sa longueur, la publier en entier, mais nous en donnons ci-après de larges extraits.

« *Lutte Ouvrière* a consacré les pages 10 et 11 de son édition du 27 octobre 1984 à la commémoration de l'insurrection algérienne.

Trois textes signés Alain Lemoine, Alain Marquet et Nelly Meyer ont le mérite de rappeler quelques vérités qu'on ne répètera jamais assez. (...)

Cependant, nous relevons un entrefilet non signé et titré « Cheysson le dernier gaulliste ? » qui nous semble tout à fait inacceptable, notamment à cause des passages suivants : « Il a fallu finalement De Gaulle, un homme de droite, un réactionnaire, pour se montrer le moins bête de tous. » (...)

Et Arlette Laguiller, dans le numéro du 3 novembre 1984, d'enfoncer le clou, si l'on ose dire : « Et n'est-ce pas De Gaulle, dont se réclame toute la droite, qui avait proposé la paix des braves au FLN, signé les accords d'Evian et mis fin à un siècle de présence française en Algérie ? » (...)

Cette version des faits accreditant De Gaulle, sans autre contrepartie, semble pour le moins paradoxale, présentée par des militants qui s'affirment socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

En fait, elle est inadmissible car elle occulte un certain nombre de réalités beaucoup moins reluisantes pour le « gaullisme » (...).

Venons-en aux accords d'Evian ! Etait-ce la meilleure façon de « conclure » (...). Les conséquences néfastes de l'esprit des accords d'Evian — signés, entre autres, par le douteux prince Jean de Broglie — se répercutent jusqu'aujourd'hui.

Ainsi, si le cas des enfants « bi-nationaux » franco-algériens vient périodiquement sur la scène de l'actualité, c'est que les accords

d'Evian ont escamoté les problèmes humains. (...).

Pire, et cela devient ignominieux ! En contradiction avec les dispositions des accords d'Evian, la circulation entre l'Algérie et la France fut entravée, avec pour conséquence tragique le massacre de dizaines de milliers de Français musulmans (...).

De toute façon, les Français musulmans, toujours assimilés aux anciens « harkis » (supplétifs), ne sont-ils pas qualifiés de « traîtres à leur patrie » ? (...).

Premièrement, tout homme a le libre choix de sa patrie (...). Comment s'étonner d'ailleurs qu'en 132 ans de liens multiples, passionnels, contradictoires, bon nombre d'Algériens aient décidé, contre vents et marées, d'être français ?

Il était criminel, de la part du pouvoir gaulliste, d'engager ces malheureux aux côtés de la France (...) puis de les livrer à la vengeance des « éléments incontrôlés » du FLN en 1962. Et tout ceci pourquoi ?

Alain Peyrefitte et Bernard Tricot nous le content avec un profond cynisme dans *Le Figaro* du 31 octobre 1984.

Alain Peyrefitte : (La France n'a pas) « à regretter de n'avoir pas pratiqué, après le déclenchement de l'insurrection, « l'intégration » de « l'Algérie française ». (...). Parce que les neuf millions de musulmans de 1962 sont devenus vingt et un millions, dont la moitié ont moins de dix-huit ans. L'Algérie française, eût vite dérivé vers la France algérienne. (...) « Si on fait l'intégration, disait De Gaulle, mon village s'appellera un jour Colombey-les-deux-Mosquées ». Quelle horreur pour l'éditorialiste et académicien du *Figaro* !

Bernard Tricot : « Imaginons un instant quels problèmes se poseraient à une France dans

laquelle aurait été intégrée une population aussi nombreuse. (...) Cela aurait été ériger les musulmans d'Algérie en arbitres de la vie politique intérieure et internationale de notre pays. » (...)

Mais, rétorquera-t-on, il fallait conclure, et la paix ne pouvait passer que par une négociation avec le FLN !

Il serait hasardeux de refaire l'Histoire. Mais comment ne pas évoquer le parallèle de l'Algérie avec le Zimbabwe, même s'il existe certaines différences ? (...) Même si le pays connaît de graves problèmes en 1984, liés au multi-partisme, le Zimbabwe reste multiracial, il y a aujourd'hui encore quatre ministres blancs, la population européenne conserve certaines « garanties ». (...) Bref, pourquoi ce qui est devenu possible en Rhodésie ne l'a-t-il pas été pour l'Algérie ? Une question à approfondir, comme il reste aujourd'hui à s'interroger sur l'« héritage » des accords d'Evian !

Que savent les Français des souffrances que nous avons endurées ? Combien des nôtres vivent encore dans des ghettos ou des hameaux de forestage, qui constituent autant de réserves « d'Indiens » ?

Sait-on que les jeunes Français musulmans se retrouvent pour les deux tiers au chômage (tous les records sont battus !). Sait-on qu'aucun de leurs problèmes n'est résolu, à commencer par celui de la nationalité, puisque l'Algérie ne reconnaît pas notre nationalité française (et cela date d'Evian !). (...)

Le CNRC (Dieppe)

Est-il besoin de dire, tout d'abord, que notre remarque sur le rôle de De Gaulle dans la question de l'indépendance de l'Algérie n'est nullement une complaisance à l'égard de cet homme politique de la bourgeoisie française ? Nous notions seulement que Guy Mollet et les socialistes français au gouvernement, par veulerie, n'ont même pas été capables de mener la politique qu'un général réactionnaire comme De Gaulle a pu imposer à la

bourgeoisie française et à la droite.

Mais la politique gaulliste n'allait nullement à l'encontre des intérêts de l'impérialisme français. Au contraire, celui-ci avait besoin de se débarrasser du fardeau de la guerre coloniale pour ménager l'essentiel, c'est-à-dire maintenir l'Algérie dans la situation de pays économiquement dominé par l'impérialisme français : ce qu'elle est encore aujourd'hui. En concluant les accords d'Evian, De Gaulle rendit ce service politique à l'impérialisme français, contre cette fraction de la droite française elle-même — « la droite la plus bête du monde », disait Guy Mollet — qui n'était pas consciente de leur nécessité.

Que les accords d'Evian, comme le disent nos correspondants, aient « escamoté les problèmes humains », c'est bien évident ; entre autres pour ces Algériens que les gouvernements français avaient tant incités à se ranger de leur côté et qui moisissent aujourd'hui, comme le dit la lettre, dans les pires conditions sur le territoire français. Mais cela prouve seulement que, du début à la fin, et malgré ce qu'ils prétendaient, les gouvernants français se moquaient bien de ces « problèmes humains », qui n'étaient pour eux que prétextes à la défense d'intérêts et de liens économiques bien matériels. Les anciens harkis et musulmans français et leurs familles en font, depuis 1962, la cruelle expérience.

Ils ont été trompés, c'est vrai, par les gouvernants français. Mais on est toujours trompé quand on « choisit une patrie », quelle qu'elle soit. La patrie, le nationalisme, sont des notions forgées tout exprès par les classes dominantes pour donner aux opprimés l'illusion qu'ils partagent avec elles des intérêts communs. C'est pour elles le moyen de faire leur politique, de défendre leurs intérêts avec la chair et le sang des autres.

Bien sûr, la voie par laquelle l'Algérie a

accédé à l'indépendance eût pu être différente et aboutir, notamment, à un Etat dans lequel auraient coexisté Européens et Algériens, musulmans et chrétiens, communautés de langue française, arabe ou kabyle, dans un plein respect réciproque. Cela eût été bien préférable, car cette indépendance-là eût impliqué un Etat profondément démocratique pour le peuple algérien, dans lequel aucune nouvelle couche exploiteuse n'aurait pu s'approprier le pouvoir ; et elle aurait été infiniment plus riche de possibilités, que ce soit sur les plans économique, culturel ou politique. La politique du FLN ne l'a pas permis, car elle visait surtout à préparer les conditions de l'exercice sans partage du pouvoir par la bourgeoisie algérienne. Mais c'est surtout la politique guerrière de l'impérialisme français, relayée par celle des jusqu'aboutistes de l'OAS qui visa, sciemment, à creuser un fossé de sang entre Européens et Algériens, qui est responsable si cela n'a pas été. Et le fait est qu'il n'y avait pas, côté Européens d'Algérie comme côté Algériens, d'hommes ni d'organisations qui aient cette politique et se donnent les moyens de la mettre en œuvre.

Alors aujourd'hui, pour notre part, et parce que nous sommes solidaires de tous les opprimés, nous défendons le droit des « musulmans français » à obtenir réparation des injustices commises à leur égard par le gouvernement français — infiniment plus responsable, en tant qu'ex-colonisateur, que le gouvernement algérien — et à obtenir s'ils le désirent la nationalité algérienne et le droit de retourner en Algérie. Mais pour nous, les prolétaires ne peuvent attendre leur libération réelle du choix de leur « nationalité », qui n'est autre que le choix de la classe dominante à laquelle ils seront enchaînés. Les prolétaires n'ont pas de patrie. Le cruel exemple fourni par la situation des « Français musulmans » aujourd'hui, à qui on a fait croire qu'ils en avaient une, en est bien la démonstration.

Répression au Vietnam

Cinq des vingt-et-une personnes accusées de trahison ont été condamnées à mort et trois à la détention à perpétuité, lors du procès qui vient de s'achever à Ho-Chi-Minh-Ville le 18 décembre. Mais ce procès n'est que le premier de toute une série qui doivent avoir lieu prochainement. Plusieurs dizaines de personnes, liées ou prétendument liées aux accusés qui viennent d'être condamnés, seraient jugées à leur tour. Puis quatre-vingts bouddhistes seraient jugés pour « activités contre-révolutionnaires ». Enfin il est question de nouveau procès qui pourraient impliquer près de deux mille personnes, sur des sujets divers, des affaires de corruption, de droit commun, d'activité contre-révolutionnaire, etc.

Si cette vague de procès annoncés se déroule effectivement, elle signifiera un durcissement du régime, non seulement contre quelques espions ou quelques traîtres réels ou supposés, mais contre toute opposition, c'est-à-dire contre la population vietnamienne elle-même.

Il est possible que certains des condamnés du 18 décembre, accusés d'avoir voulu organiser l'enlèvement ou le meurtre de diplomates français et soviétiques pour détériorer les

relations entre le Vietnam et les deux pays, accusés également d'avoir fait de l'espionnage, d'être payés par la Chine, la CIA et la Thaïlande, soient effectivement des opposants de droite très hostiles au régime. Mais, dans les conditions où se déroulent ce genre de procès, personne ne peut l'affirmer ni l'infirmer.

En tout cas cette sorte de procès spectaculaires et ce verdict permettent par la suite d'inculper n'importe quel de collusion avec l'étranger, d'espionnage et

de tout ce que l'on voudra. La police ensuite se chargera bien de faire avouer aux accusés tous les crimes dont on les accusera.

Cette campagne de procès qui s'annonce, cette vague de répression, se situent dans un contexte bien particulier : depuis la fin de la guerre contre les Américains, les Vietnamiens n'ont pratiquement jamais cessé d'être en guerre. La tension reste toujours vive à la frontière avec la Chine. L'occupation du Cambodge ainsi que la sur-

veillance de la frontière chinoise mobilisent des centaines de milliers de soldats.

En fait, depuis la première guerre d'Indochine contre les Français — c'est-à-dire depuis maintenant quarante ans — jamais la paix n'a régné, jamais le pays n'a pu se développer un tant soit peu. Il est aujourd'hui l'un des plus pauvres du monde, toujours à la lisière de la famine.

Pour maintenir la population vietnamienne sous pression, pour imposer l'effort de guerre, le travail harassant, le manque de nourriture, le régime doit renforcer la dictature. C'est le sens de la vague de procès qui s'annonce en ce moment.

Des peuples d'Asie, comme le peuple chinois et le peuple vietnamien, ont mené des luttes extraordinairement longues, difficiles et héroïques pour se libérer de l'emprise étrangère. Des centaines de millions d'hommes ont participé à la lutte, des millions

d'hommes l'ont payée de leur vie.

Cette énergie fantastique, si elle avait été déployée pour libérer tous les peuples d'Asie de l'oppression, aurait pu changer le rapport des forces entre les opprimés et les exploités de la planète entière.

Mais les dirigeants nationalistes ne l'ont pas voulu. Pour parvenir eux-mêmes au pouvoir, ils ont préféré enfermer leurs peuples dans les carcans des frontières nationales imposées par l'impérialisme. Cette logique les conduit à dresser Chinois contre Vietnamiens, et Vietnamiens contre Cambodgiens, chaque peuple étant muselé par ses propres dictateurs.

Il y a quinze ans, la victoire des Vietnamiens sur les USA était ressentie comme un succès par tous les opprimés du monde. Mais cet espoir international a disparu devant les limites de la politique nationaliste et la réalité tragique qu'elle a engendrée.

A.V.

Vous avez dit génocide ?

« Si le problème des autochtones d'origine ne se pose plus en Australie (...), c'est parce qu'on les a tués ». Cette petite phrase sur le sort des aborigènes australiens prononcée par Mitterrand, lors de sa conférence de presse, aura fait quelques remous. Cette pique est destinée au gouvernement australien, qui serait, au gré de Paris, un peu trop favorable aux thèses indépendantistes en Nouvelle-Calédonie.

Et c'est vrai que la colonisation de l'Australie (au profit surtout de l'impérialisme britannique) et son développement économique se sont faits au travers du génocide des populations aborigènes autochtones ! Mais la colonisation française des Antilles — aujourd'hui rebaptisées « départements d'outre-mer » — s'est faite au travers de la liquidation complète, totale, des autochtones indiens de la Guadeloupe et de la Martinique, et par la perte de la vie de dizaines de milliers d'Africains, morts pour qu'une petite fraction d'entre eux parviennent vivants pour servir d'esclaves dans les plantations de l'autre côté de l'Atlantique. Et au moment même, à la fin

du siècle dernier, où les colonisateurs d'Australie massacraient « leurs » aborigènes, les colonisateurs français d'Afrique ou d'Indochine — ou de la Nouvelle-Calédonie ! — en faisaient autant. La seule utilisation massive des populations autoch-

tones pour le portage et la construction des routes et des voies de chemin de fer en Afrique, notamment au Congo, fit même certainement plus de morts que la colonisation de l'Australie.

Alors, dans ces macabres comparaisons de la

sauvagerie des puissances impérialistes, l'impérialisme français tient son rang. Et Mitterrand, son représentant d'aujourd'hui, est bien mal placé pour donner des leçons en ce qui concerne le respect des peuples colonisés.

Pitié pour les Blancs de Paris qui ont peur d'être mangés !

Au Figaro-Magazine, on défend en ce moment « la civilisation » en Nouvelle-Calédonie. C'est ainsi que dans le numéro du 15 décembre on peut voir, sous une photo des barrages canaques d'il y a quelques semaines, cette légende : « De l'anthropophagie à la réflexion politique raffinée ». Et dans un article à côté, intitulé « mangeur d'hommes », le journaliste prend la défense de Gérard Deuil, président des patrons indépendants, qui avait déclaré que les Kanaks étaient des anthropophages. « Sans doute, lit-on dans l'article, les Kanaks de 1984 ont-ils perdu le goût de la chair humaine, encore que nous ne sachions rien de précis sur certaines pratiques secrètes du nord de l'île... » suivi de : « Quand ils (les Caldoches NDLR) voient

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL : LA RÉDACTION DU FIGARO-MAGAZINE SERAIT-ELLE ANTHROPOPHAGE ?



ces insurgés brandir des haches et des torches dans les rues de leurs villages, ils ont le droit d'être inquiets ».

Le journaliste du Figaro-Magazine doit confondre

avec « La guerre du feu ». En tout cas, dans sa rage de « bouffer » du Kanak, il est prêt à faire avaler n'importe quoi à ses lecteurs !

N.M.

Secourir à moitié c'est ne pas secourir du tout

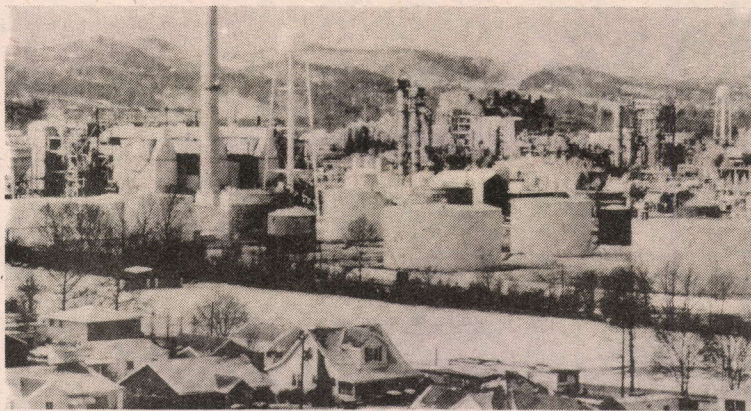
Au Burkina-Fasso (ancienne Haute-Volta), les Américains expédient des tonnes de sorgho, dans le cadre d'une campagne contre la famine.

Le gouvernement de Haute-Volta, lui, vend ce sorgho à des commerçants. Les organisations charitables qui veulent secourir la population n'ont plus qu'à racheter le sorgho aux commerçants, pour pouvoir le distribuer aux affamés auxquels il était primitivement et gratuitement destiné.

Justification de l'opération : le gouvernement de Haute-Volta vend le sorgho parce qu'il a besoin d'argent pour acheter le carburant nécessaire à son acheminement !

Oui, les notables et les fonctionnaires locaux sont cyniques et sans scrupules, tout le monde le sait. Mais quand les Américains interviennent militairement dans un pays sous-développé, ils pensent non seulement au carburant, mais à tous les moyens d'acheminement.

Il n'y a visiblement que dans l'aide alimentaire que l'intendance ne suit pas et que le principe de « non-ingérence » est scrupuleusement respecté !



L'usine Union Carbide en Virginie (Etats-Unis)

L'Union Carbide découvre les dangers de son usine en Virginie

« Cela pourrait-il arriver en Virginie ? » Telle est la question que pose l'hebdomadaire américaine *Time*, dans sa série d'articles consacrés à la catastrophe de Bhopal, et celle que se posent beaucoup d'habitants de la Kanawha Valley, aux Etats-Unis, une vallée de la Virginie où sont installées de nombreuses industries chimiques, parmi lesquelles celle de l'Union Carbide.

Le porte-parole de l'usine se veut rassurant, invoque les précautions prises. Il n'empêche que la plupart des habitants se plaignent d'avoir régulièrement les yeux et la gorge irrités par

les fumées rejetées par l'usine. Ils n'ont d'ailleurs découvert que par la catastrophe de Bhopal à quel point les produits fabriqués par l'Union Carbide étaient dangereux.

Il n'empêche également que, pendant les 17 dernières années, à différentes reprises, les habitants ont dû évacuer leurs maisons à cause de fuites de gaz mortel. Et en 1978 un travailleur de l'usine a été hospitalisé et 88 autres examinés par les médecins à la suite d'une fuite de phosgène, un gaz employé pendant la Première Guerre mondiale comme gaz de combat. Quant au ris-

que de cancer des poumons, il est plus élevé dans cette vallée que dans tout le reste du pays.

En fait, les responsables de l'usine reconnaissent qu'aucun plan d'évacuation n'a été prévu et que, vu la situation de la vallée, si chacun s'enfuyait en voiture, il y aurait un gigantesque embouteillage. Un tel accident est hautement improbable, selon eux, mais depuis la catastrophe de Bhopal ils envisagent tout de même de discuter avec les habitants de l'élaboration d'un plan d'évacuation !

Sylvie MARECHAL

Le Figaro Magazine défend l'Union Carbide

« Les vrais responsables ne sont pas ceux qu'on accuse », c'est sous ce titre que le *Figaro-Magazine* du 15 décembre prend la défense de l'Union Carbide.

Car, pour le *Figaro-Magazine*, ce qui était à craindre, c'est que la catastrophe de Bhopal ne devienne l'occasion de « relancer l'assaut contre l'industrie de l'Occident et sa force motrice, les grandes sociétés multinationales ».

Suit toute une série de considérations visant à montrer que les « vraies raisons » du drame sont : « le manque d'entretien

des installations, l'insuffisance de l'encadrement et l'incompétence de la main-d'œuvre », toutes choses dont les hommes politiques indiens seraient responsables, et évidemment pas les multinationales qui profitent de cet état de choses, ou l'imposent. Car la seule chose, bien évidemment, dont le *Figaro-Magazine* ne parle pas, ce sont les fabuleux profits dégagés par cette exploitation du Tiers Monde.

Et le journaliste fait dire à un prétendu expert brésilien : « Si

l'Union Carbide fait faillite, ce sera une catastrophe bien pire que Bhopal. Les multinationales vont hésiter à investir dans les régions peuplées ; elles vont multiplier les préventions, quitte à ralentir leurs travaux ».

Malheureusement l'Union Carbide ne fera peut-être pas faillite, et les multinationales continueront à s'engraisser sur le dos des travailleurs du Tiers Monde, et les plumitifs du genre de ceux qui chantent leurs louanges au *Figaro-Magazine* à exister... Mais pas éternellement.

• Dans le Tiers Monde : des millions d'enfants condamnés

Dans son rapport annuel, l'UNICEF, fonds des Nations Unies pour l'enfance, estime que la rougeole serait chaque année responsable de la mort de deux millions d'enfants, la coqueluche et la pneumonie de plus d'un million et la déshydratation de quatre millions. Mais plus qu'une maladie, c'est la fréquence des affections qui serait responsable de la mortalité infantile, frappant chaque année 15 millions d'enfants, ceux des pays sous-développés étant les plus touchés.

Par ailleurs, l'UNICEF constate que, sous l'effet de la crise, les familles les plus pauvres voyant la part des revenus qu'elles peuvent consacrer aux produits de première nécessité réduire de plus en plus, la situation des enfants dans le Tiers Monde s'est encore aggravée. Ainsi, en Zambie par exemple, la taille des enfants est en diminution ; au Brésil les insuffisances de poids à la naissance se sont multipliées ; et au Costa Rica, le nombre des enfants atteints de malnutrition grave a triplé.

Enfin, rappelant qu'il existe des méthodes simples et peu coûteuses, l'UNICEF estime qu'il suffirait d'à peine 1 % du produit international brut pour sauver au moins 7 millions d'enfants et protéger le développement normal de plusieurs millions d'autres.

Là est toute la question. A la fin du XX^e siècle, la survie des enfants, comme de toutes les populations, ne dépend pas de problèmes tech-

niques. Mais la santé et l'alimentation représentent, pour le capitalisme, un marché comme un autre. Un marché auquel les peuples du Tiers Monde — et moins encore du fait de la crise — ne peuvent avoir accès.

• Mines d'Afrique du Sud : chaque tonne coûte un mort

Le 17 décembre, onze mineurs sud-africains sont morts accidentés dans des mines d'or. Trois autres ont disparu. Par ailleurs, une galerie à 2 700 mètres de profondeur s'est effondrée, tuant au moins cinq mineurs. Le même jour, dans une autre mine, six autres travailleurs étaient emportés par une coulée de boue.

L'*Humanité* rapportait ces faits dans son édition du 19 décembre, avec également le sinistre bilan en vies humaines de l'exploitation des mines sud-africaines : « En 1983, l'Afrique du Sud a produit 667 tonnes d'or. 831 mineurs noirs sont morts cette année-là, dont 604 dans les mines d'or ». A peu près chaque tonne de métal précieux extraite de ces mines les plus profondes du monde — où travaillent 429 000 Noirs et 44 000 Blancs — coûterait donc la vie à un mineur noir.

Mais cet or fait la fortune des industriels miniers, de ceux-là mêmes qui, en septembre dernier, avaient fait donner la police contre les mineurs en grève. Il y eut une dizaine de grévistes tués et cinq cents blessés. Et ce ne sont là que des chiffres officiels...

La pollution

En Inde, au Mexique, au Brésil, les nuisances industrielles ont pris l'ampleur de catastrophes. Dans tous les pays du Tiers Monde, le capital fait ainsi des victimes, tuées dans ces explosions comme à Sao Paulo et à Mexico ces derniers mois, intoxiquées par le gaz à Bhopal ou ailleurs, promises à une mort lente, conséquence de la pollution. Les capitalistes se vantent d'avoir le goût du risque. Mais c'est surtout les risques pour la vie des autres, en particulier des travailleurs et de la population pauvre, et en particulier dans les pays pauvres où les possibilités de profit sont les plus fortes et où les conditions pour s'y opposer sont les plus difficiles.

Dans ces fameux « nouveaux pays industriels », les capitalistes ont implanté ces vingt dernières années les usines les plus polluantes. Le raffinage, la production d'amiante, de composés de mercure et du benzène, ont été en partie transférés en Asie et en Amérique latine, pour échapper aux normes anti-pollution qui ont fini par s'imposer dans les pays riches. Des pesticides, interdits en Europe ou aux Etats-Unis, y sont fabriqués et utilisés à grande échelle. Dans une proportion encore plus importante que dans les pays riches, les déchets industriels y sont abandonnés sans précaution. Les pays riches ne sont pas à l'abri d'une catastrophe : en France, on estime que 30 à 50 % des déchets industriels sont abandonnés sans contrôle. Mais, dans la plupart des pays pauvres, ce contrôle tout simplement n'existe pas.

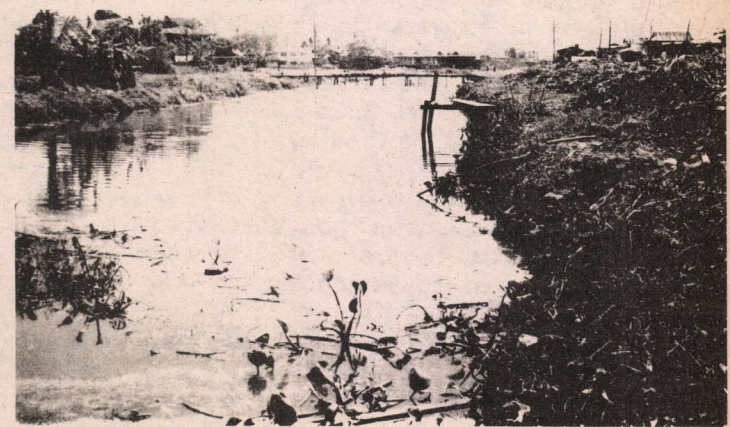
En Inde

Les eaux qui tuent

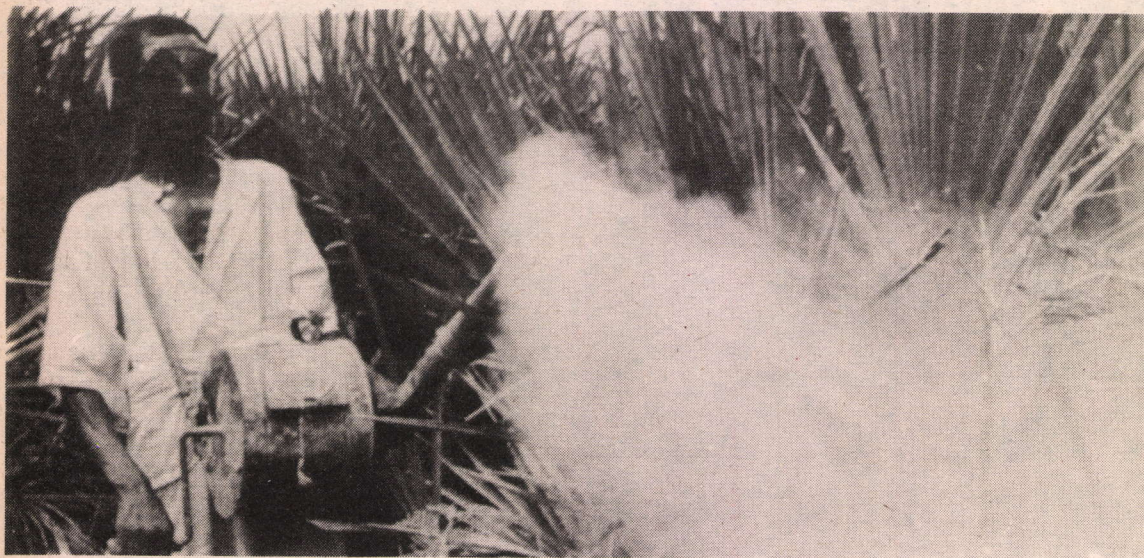
Si la population indienne est l'une des plus pauvres de la planète, l'Inde est aussi, vu sa taille, la onzième puissance industrielle du monde. 156 millions d'hommes, soit près du quart de sa population, vivent dans les villes. Sur les 3 119 villes que compte l'Inde, 217 seulement sont dotées d'un système d'épuration des eaux usées. Presque partout, celles-ci sont déversées directement dans les rivières, entraînant une pollution considérable qui est un des principaux vecteurs des épidémies. Les maladies qui tuent le plus en Inde — typhoïde, hépatite virale, choléra — proviennent pour les deux tiers de germes qui se développent et se propagent par les eaux. Diarrhées et dysenteries en outre, elles aussi répandues par l'eau, tuent un grand nombre d'enfants.

Mais il y a aussi la pollution industrielle : à Bombay, 150 usines déversent dans la rivière, le Kalu, des effluents contenant entre autres du

mercure. D'après un rapport sur l'environnement établi en 1982, on trouve parmi les entreprises de Bombay citées comme étant les plus polluantes une usine de produits chimiques et de fertilisants, des raffineries et des installations pétro-chimiques installées depuis une vingtaine d'années, une centrale thermique et la compagnie du gaz de Bombay. Presque toutes ces usines sont installées dans le quartier de Chembur, rebaptisé « l'usine à gaz » par ses habitants. Un autre quartier de Bombay, Lalbaug, concentre l'industrie textile qui déverse chaque jour des tonnes de polluants dans l'atmosphère. Les premières victimes en sont les travailleurs de ces usines, qui sont atteints de byssinose, maladie pulmonaire liée aux poussières de coton. L'utilisation des pesticides genre DDT, interdite en Occident, est passée en Inde de 2 350 tonnes en 1955-56 à 28 200 tonnes en 1968-69 et à plus de 45 000 tonnes en 1980-81.



industrielle dans les pays du Tiers Monde



Arrosage de pesticides en Afrique (ci-dessus)

Au Brésil, la population vit à l'ombre des installations pétrolières (ci-dessous)



En Malaisie

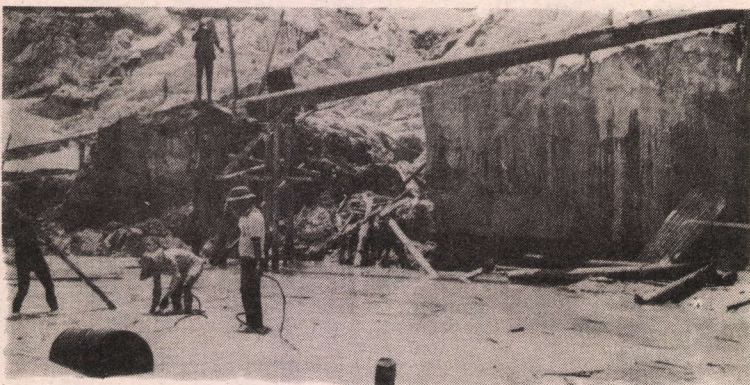
La pollution ordinaire

La Malaisie n'est sans doute ni le plus industriel ni le plus pollué des pays du Tiers Monde. Mais un rapport publié par une association malaise de protection de la nature permet d'avoir un tableau de ce que peut-être, là-bas, on pourrait appeler la pollution ordinaire.

Premier producteur mondial d'étain, dont il assure un tiers de la production mondiale, principal producteur d'huile de palme, la Malaisie connaît de graves problèmes d'environnement dus à l'incurie des capitalistes de ces secteurs d'activité. De plus, un certain développement industriel a accéléré le développement de la pollution ces dernières années.

En 1982, un millier de mines d'étain étaient en exploitation. L'extraction intensive de ce métal depuis de nombreuses années a laissé des régions entières jonchées de cratères et d'excavations dangereuses. Des sols ont été rendus stériles. Des glissements de terrain et des éboulements sont fréquents. Ils touchent en premier lieu les familles des mineurs qui vivent souvent dans des baraquements à côté des mines.

La désinvolture des compagnies minières se manifeste aussi par le rejet des déchets,



Après une catastrophe minière

une fois le métal débarrassé de sa gangue rocheuse. Dans la principale mine de cuivre du pays, qui appartient à sept compagnies japonaises associées à des entreprises malaises, les dégâts pour l'environnement ont commencé deux ans après sa mise en exploitation en 1975. L'eau a été polluée et les rizières inondées par une épaisseur de boue atteignant parfois 30 cm. 620 personnes ont dû être évacuées.

Dans les villes, une réglementation concernant les usines a bien été fixée en 1979, mais quinze mois plus tard, dans l'une des plus importantes zones industrielles du pays, 75 % des entreprises implantées après l'adoption des mesures anti-pollution n'en avaient pas tenu compte.

Un rapport de 1979 évoque la situation des habitants d'une zone industrielle qui s'imposent à eux-mêmes un « couvre-feu » pendant les heures de pointe de la pollution, pour ne pas suffoquer sous la poussière. Les effluents rejetés par l'industrie de l'huile de palme à elle seule ont dû représenter en 1980 l'équivalent de toutes les ordures ménagères de la partie continentale de la Malaisie. Les industries minières et chimiques, quant à elles, rejettent dans les rivières du mercure, du plomb, du chrome, du cadmium, etc. La pêche est gravement menacée, alors qu'elle employait 70 000 personnes et fournissait 70 % des protéines absorbées par la population à la fin des années 1970.

Au Brésil

La vallée de la mort et les fleuves poubelles

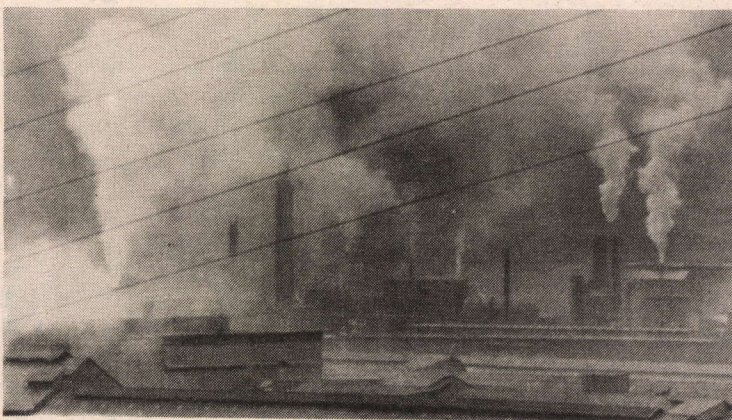
A Cubatao dans la province de Sao Paulo, le 25 février dernier un oléoduc a explosé, libérant 700 000 litres d'huile et provoquant une véritable tempête de feu sur les favelas qui a tué plus de 500 personnes. Cubatao était surnommée, déjà avant cette catastrophe, « la vallée de la mort ». Depuis 1954 se sont implantées une raffinerie d'huiles brésilienne, bientôt rejointe par un complexe sidérurgique, une usine d'engrais américano-brésilienne, Dow Chemical et Union Carbide. Au total, vingt-deux complexes chimiques et sidérurgiques.

Le Conseil municipal bénéficie des rentrées d'impôts locaux par tête d'habitant les plus importantes du Brésil. Ainsi, il a pu faire construire des jardins publics. Mais l'herbe qui y pousse est orange et les bananiers meurent avant d'avoir poussé. Même les bancs en béton ont une coloration bleutée particulière...

Les 85 000 habitants reçoivent une pluie de résidus pol-

luants et toxiques. 875 tonnes sont déversées chaque année dans l'atmosphère. Un enfant sur 25 meurt à la naissance, beaucoup meurent dans les semaines qui suivent.

Dans une autre province du Brésil, le Mato-Grosso du Nord, ce sont les distilleries de sucre de canne qui font des ravages. Elles sont destinées à produire de l'alcool (éthanol) pour remplacer l'essence comme carburant automobile. Trois fonctionnent déjà, six autres doivent être mises en service. Non seulement la culture de la canne se fait aux dépens des cultures vivrières, mais en plus les distilleries polluent la région du Pentanal, située aux confins de la Bolivie et du Paraguay et qui était jusqu'à présent une immense réserve naturelle. Quand le projet sera achevé, quinze millions de litres de vinasse et vingt-cinq millions d'eaux de lavage contenant des produits toxiques se répandront ainsi chaque jour directement dans le fleuve, sans filtrage.



La ville industrielle de Cubatao

Le golfe du Mexique, un champ de pétrole

L'explosion le mois dernier, à Mexico, d'un réservoir de gaz liquéfié situé en pleine zone urbaine a fait 452 morts et des milliers de blessés ; 1 600 familles ont dû évacuer les lieux. Il y a trente autres usines de gaz dans la ville et ses environs, qui compte aujourd'hui 18 millions d'habitants. La raffinerie de Azcapotzalco, considérée comme particulièrement dangereuse, a été construite au nord de la ville en 1959, dans une zone alors peu peuplée. Mais depuis, l'agglomération urbaine l'a rejointe et un accident, de l'avis général, ferait des milliers de victimes.

Les cheminées des raffineries crachent du soufre, qui ronge jusqu'aux toits en tôle

des maisons. Dans la province de Vera Cruz, une raffinerie a pollué tous les fleuves jusqu'à la mer. Selon un reportage du mensuel Géo, un marécage est complètement infesté de pétrole sur 30 km². Pour le nettoyer, la compagnie n'a trouvé rien d'autre que d'embaucher des manœuvres qui plongent dans cette eau pleine de produits corrosifs pour ramasser les déchets du pétrole à mains nues.

Le golfe du Mexique lui-même est aujourd'hui un champ de pétrole. Le 3 juin 1979, la plus grande marée noire jamais vue à pollué 10 % des eaux du golfe, des flots de pétrole s'échappant d'un forage sous-marin.

Attaques contre la protection sociale des chômeurs

Le système d'indemnisation du chômage a été modifié depuis le 1^{er} avril 1984.

Mais ce qui est passé plus inaperçu, c'est que la protection sociale des chômeurs a également été modifiée par la loi du 9 juillet 1984.

Cette loi confirme le maintien de la couverture par la Sécurité sociale des prestations tant que l'assuré, au chômage, perçoit des allocations versées par les Assedic (sous réserve que, avant de perdre son emploi, ses droits à la Sécurité sociale étaient ouverts). Pendant la période d'indemnisation du chômage par les Assedic, les prestations en nature (soins, hospitalisation...) ainsi que les prestations en espèce (indemnités journalières maladie, maternité, capital décès, pensions d'invalidité) sont maintenues. Par contre, cette loi a pour conséquence de supprimer, pendant le délai de 12 mois qui suit la fin du versement des allocations de chômage, le droit à l'assurance invalidité consécutive à une maladie, alors qu'auparavant c'était

possible. Pendant ces douze mois, seules la maladie et la maternité restent couvertes.

Le comble, c'est que cette loi du 9 juillet 1984, pour laquelle les circulaires d'application arrivent à la Sécurité sociale en octobre ou novembre 1984, a pour date d'effet... le 1^{er} avril 1984 !

Concrètement, depuis cette date, un chômeur non indemnisé et qui tombe gravement malade ne peut percevoir une pension d'invalidité que dans les conditions suivantes :

— les conditions d'immatriculation et de salariat doivent être remplies avant la perte d'emploi ;

— Il ne peut y avoir plus de trois jours d'écart entre la fin de l'allocation de chômage et le début des indemnités journalières maladie qui précèdent la demande d'invalidité.

Cela signifie qu'il faut tomber malade ou avoir un accident tant qu'on est indemnisé ou juste à la fin... sinon on perd ses droits à une éventuelle pension d'invalidité.

Les conséquences sont les mêmes en ce qui con-

cerne les pensions de veuves.

Les circulaires d'application de cette loi visent également les pensions d'invalidité considérées aujourd'hui comme attribuées à tort : « Lorsque l'indemnisation en maladie a débuté au cours des 12 mois suivant l'indemnisation Assedic, MEME AU TITRE DES DISPOSITIONS ANTERIEURES, il ne peut être attribué de pension d'invalidité après le versement de ces indemnités journalières ».

Des arrangements seront

sans doute faits pour la période limitrophe du 1^{er} avril mais, quand ce n'est pas possible, la pension d'invalidité doit être annulée... Les sommes « versées à tort » ne sont pas réclamées ; quand même !

Au-delà de ces explications techniques, cela signifie en pratique qu'un travailleur peut voir travaillé vingt ans, se retrouver au chômage, puis tomber gravement malade ou avoir un accident plusieurs mois après la fin de son chômage indemnisé. Dans ce cas il ne pourra plus travailler,

puisque malade, et ne pourra pas avoir de pension d'invalidité, puisqu'il a perdu ses droits. Cela, même si au début de sa maladie ses droits étaient ouverts... à compter du 1/4/84 c'est modifié. Les seuls droits maintenus sont les soins et l'hospitalisation, mais plus aucune indemnité financière de la Sécurité sociale. Il ne reste que le recours à l'allocation pour handicapés adultes versée par l'Etat, mais il faut être reconnu invalide à 80 % !

Correspondant LO



Manifestation d'assistantes sociales parisiennes contre le fichage des étrangers

Jeudi 13 décembre après-midi, 300 assistantes sociales de Paris ont manifesté devant l'Hôtel de Ville de Paris, à l'appel du collectif du personnel des organismes concourant à l'action sociale, soutenu par l'ensemble des syndicats ainsi que par les associations de défense des immigrés. Elles sont restées pendant trois heures sur le parvis de l'Hôtel de Ville. Parmi elles, il y avait environ 150 assistantes des « Bureaux d'Aide sociale », soit la moitié de cette catégorie d'assistantes sociales.

Elles venaient protester contre l'utilisation abusive qui est faite des enquêtes financières fournies à l'Aide Sociale à l'Enfance par les assistantes sociales de Paris, contre le rôle d'auxiliaire de la police qu'on veut leur faire jouer.

En juillet 1983, les Bureaux d'Aide Sociale de Paris ont reçu l'ordre (ils sont sous l'autorité du maire de Paris) de ne plus aider les populations étrangères en situation irrégulière ni celles en attente de régularisation de séjour (par exemple, refus d'inscrire en école maternelle les enfants de parents étrangers n'ayant pas de titre de séjour valable, refus d'ins-

crire les demandes d'aide médicale pour les étrangers en situation irrégulière, etc.).

L'Aide Sociale à l'Enfance avait alors proposé d'étudier les dossiers rejetés. De fait cela avait amené à créer une double filière : celle des travailleurs français et des travailleurs immigrés en situation régulière d'une part, celle des populations étrangères dépositaires de titres de séjour provisoires d'autre part.

A l'époque, les assistantes sociales de la CFDT de la CRAMIF s'étaient inquiétées de ce fichier parallèle. La direction avait alors précisé que tous les renseignements étaient confidentiels, toute trace des enquêtes devait disparaître.

Or une circulaire du 27/7/84 adressée par M. Chirac à M. Viviès, directeur de l'Action Sanitaire et Sociale de Paris, demande de transmettre les fichiers de l'Aide Sociale à la Préfecture de Police. Cette transmission est aujourd'hui effective.

Cela a soulevé l'indignation des assistantes sociales de Paris, qui trouvent scandaleux qu'on utilise, afin d'alimenter un fichier de police, les renseignements qui ont été obtenus

dans une relation de confiance, leur statut professionnel ayant toujours été garant d'un secret absolu. Cela a aussi indigné des employés administratifs de l'Aide Sociale.

Aujourd'hui, un bon nombre d'assistantes sociales refusent de remplir les enquêtes de nationalité qui leur sont demandées, et de transmettre la photocopie des papiers d'identité

qui sont demandés, et elles préviennent les usagers immigrés en situation irrégulière de l'utilisation qui est faite des renseignements.

Mais le boycott de ces enquêtes par les assistantes sociales ne fait pas disparaître pour autant le fichier constitué. En effet, pour être payé, le travailleur immigré doit fournir les pièces demandées au guichet

qui lui verse l'argent. Le problème se trouve donc déplacé, mais il subsiste.

Dans la pratique, les immigrés en situation irrégulière qui ne veulent pas être fichés par ce biais ne feront plus appel à l'Aide Sociale ou, lorsqu'ils seront en situation désespérée, s'ils demandent une aide ce sera avec le risque d'être fichés puis expulsés.

Correspondant LO

C'est en septembre dernier qu'une note interne, non publique, émanant du directeur du « Bureau d'Aide Sociale de Paris », était envoyée aux différents directeurs des Bureaux d'Aide Sociale d'arrondissements.

Voici ce que déclarait cette note :

« Des cartes nationales d'identité falsifiées sont actuellement en circulation, malgré la fermeture d'une imprimerie clandestine récemment découverte sur Paris.

Il convient que les possesseurs de ces cartes ne puissent plus bénéficier des avantages délivrés par le Bureau d'Aide Sociale.

Aussi je vous demande de bien vouloir prendre photocopie de ce document lors des ouvertures de dossiers, et principalement en matière d'allocation de congé parental d'éducation.

Ces photographies recto-verso permettront à la préfecture de police de vérifier l'authenticité des documents par vérification du numéro d'enregistrement.

Un envoi groupé des photocopies à la division sociale est souhaité tous les quinze jours ».

Par ailleurs une autre note interne demandait d'envoyer également à la police les photocopies des cartes de séjour des immigrés.

C'est ce que les assistantes sociales se refusent à faire.

Soutenues par l'ensemble des syndicats, les assistantes sociales se sont organisées en un collectif et ont déposé un recours auprès du tribunal administratif. Elles ont également saisi la commission « Informatique et Liberté ».

Lors de la manifestation du 13 décembre, la municipalité a refusé de recevoir la délégation des manifestants. Seuls des élus de gauche, minoritaires à Paris, ont discuté avec cette délégation.

Correspondant L.O.

ALCATEL-THOMSON- RADIOTELEPHONE (Gennevilliers)

Pour les salaires on se moque de nous

Depuis le début de l'année, l'ex-usine Thomson de Gennevilliers, qui était composée de deux divisions, a éclaté en quatre divisions. Et parmi ces quatre divisions nouvellement créées, il y en a une, Alcatel-Thomson-Radiotéléphone, qui, à la suite de l'accord passé entre la CGE et Thomson, va dépendre d'un holding créé à la fois par Thomson et CGE. Tout cela n'empêche pas, bien sûr, que nous travaillons tous, comme auparavant, dans des bâtiments situés le long de la même rue !

En ce qui concerne les salaires, il y a du mécontentement. Nous avons eu 2,25 % au 1^{er} janvier et à nouveau 2,25 % au 1^{er} juillet.

Les salariés qui dépendent du groupe Thomson ont reçu, pour la fin de l'année, une prime de 400 F sur la paye de novembre, au titre de rattrapage du pouvoir d'achat.

Mais pour ceux d'Alcatel-

Thomson-Radiotéléphone, qui ne dépendent donc plus de Thomson mais qui travaillent toujours sur le même site que ceux qui en dépendent, il y a eu une négociation différente sur les salaires. Après trois réunions, la direction a fini par dire que d'après ses calculs le pouvoir d'achat n'avait été amputé que de 0,738 % (c'est très précis) mais uniquement pour ceux qui n'avaient pas reçu d'augmentations individuelles. Et comme un certain nombre d'entre nous ont touché des augmentations individuelles (40 % dit-elle), eh bien, cela compense !

Et en ce qui concerne l'année 1985, la direction promettait 1,5 % pour le premier semestre. Quant au second, elle déclarait n'y avoir pas encore réfléchi...

Lorsque nous avons appris que nous n'aurions pas les 400 F (qui sont pourtant loin de compenser la perte de pouvoir d'achat), contrairement à nos camarades qui dépendent de Thomson, nous avons

décidé d'aller voir la direction pour lui dire ce que l'on pensait. A 65 (sur 260 environ), nous nous sommes rendus chez le directeur, qui a accepté de recevoir une délégation. Mais finalement il n'a pu que bafouiller qu'il se renseignerait auprès de CIT-Alcatel dont nous dépendons directement, pour savoir combien leurs employés ont touché.

Le comble dans cette affaire c'est que le groupe Thomson, dont dépendent nos camarades qui ont eu 400 F de primes, a déclaré 1 milliard de pertes en 1983, tandis que le groupe CGE, qui refuse de nous donner quoi que ce soit, a déclaré 400 millions de bénéfices.

Finalement, les pseudo-arguments des patrons pour nous donner ou nous refuser des augmentations de salaires n'ont aucune valeur et aucune importance. C'est ce qu'ont compris ceux d'Alcatel-Thomson-Radiotéléphone qui ne sont pas décidés à se laisser faire.

Correspondant LO

ECHOS DES ENTREPRISES

Cinéma en sous-sol

A l'occasion de la venue au fond d'un responsable des Charbonnages, on nous a mobilisés pour le nettoyage de rigueur et cela, dès vendredi pour certains.

Les électros ont été concentrés sur la sécurité, les camions dont l'état est douteux ont été consignés, les galeries nettoyées à fond, les pistes arrosées... Bref, rien que des choses normales qu'on nous fait négliger en temps habituels.

Comme cela, ce personnage

pourra faire des rapports élogieux à ses chefs, dire que tout est « nickel » au fond. Eux-mêmes feront un rapport élogieux au directeur des Charbonnages, qui fera un résumé élogieux destiné à la poubelle du ministre...

En réalité, ils ne sont pas suffisamment bêtes pour être dupes de tout ce cinéma. Ce sont simplement de fiefés hypocrites.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Mines (Carmaux).

Pots-de-vin cuit

Les hôtes d'accueil sont censées recevoir les assurés sociaux. Mais la direction prélève régulièrement certaines d'entre elles avant l'heure du repas pour servir... l'apéro à quelques visiteurs du 7^e. Tant pis s'il n'en reste qu'une ou

deux dans le hall !

Il y a sans doute confusion entre le service des assurés et le service des assoiffés !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Caisse d'Assurance Maladie de l'Île-de-France (Paris 19^e).

Hara-Kiri

Certains ingénieurs en mal de performances s'ingénient à nous vanter les mérites du travail et de la pénurie de congés à la japonaise. Ces messieurs, pardon, ces samouraïs n'ont pas de mots assez forts pour nous rebattre les oreilles de ces méthodes. En clair, cela se traduit par travailler plus, plus vite et en étant moins payé.

En paroles, ces samouraïs sont très éloquentes. Eh bien, qu'ils passent aux actes et montrent l'exemple ! Qu'ils nous montrent que, eux, sont

prêts à tout sacrifier : gros salaires, congés importants, voyages aux frais de la princesse, hôtels et restaurants luxueux et autres avantages divers.

S'ils n'arrivent pas à sacrifier tout cela, ils n'ont aucune chance de nous convaincre. Alors, qu'ils soient logiques avec eux-mêmes. Devant cet échec, en bons samouraïs, il ne leur reste plus qu'à se faire hara-kiri.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNIAS (Marignane).

Autre temps autres mœurs

Pour être dans le ton de la campagne nationale, Madame nous a, très sérieusement, proposé de formuler des idées.

Cette fois, elle nous demandait de les jeter nous-mêmes dans une petite boîte.

D'habitude, c'était elle qui les mettait directement à la corbeille.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Sécurité sociale (Bourges).

Le rideau est tombé

Le guichet de la Sécurité sociale à la cafétéria était fermé hier midi, avec un petit mot sur le rideau de fer pour nous expliquer que la direction, qui devait assurer le remplacement de la personne qui partait en pré-retraite, ne l'avait pas fait.

Pensez donc, les directeurs sont bien trop occupés en ce

moment par leurs propres promotions et mutations pour consacrer du temps à régler un problème qui touche tout le personnel et nous évite les démarches à la Sécurité sociale !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière des Compteurs Schlumberger à Montrouge.

Cycles Peugeot (Beaulieu, région Montbéliard) Appel à la lutte au nom du Saint-Esprit ?

Après que la direction eut annoncé un nouveau « plan social » se traduisant par 150 licenciements, la CGT a distribué un tract, appelant les travailleurs à agir et à lutter, mais dans un style un peu particulier, que certains d'entre nous ont confondu avec une réclame pour groupe biblique.

En voici quelques extraits :

« Lettre ouverte... au cœur ! A la raison ! A notre conscience !

(...) Dans quelques jours, nous serons dans nos familles, réunis, pour fêter les fêtes de fin d'année, Noël, synonyme de joie, de bon-

heur, d'amour et de paix, le nouvel an, signe d'espérance et de renouveau. (...)

Mais nous qui sommes des êtres humains, dotés de sensibilité, pourrions-nous vraiment passer ces fêtes en toute quiétude, l'esprit tranquille et la conscience en paix ?

(...) A certains d'entre nous, qui avons reçu dans notre enfance une éducation chrétienne, on nous a dit : « Aime ton prochain comme toi-même ».

Pourquoi ne pas s'en inspirer en cette veille de Noël et dire :

« défends l'emploi de ton camarade comme le tien », mais aussi lutter pour ton pouvoir d'achat, c'est lutter pour l'emploi ».

Lutter pour le pouvoir d'achat, c'est lutter pour l'emploi, oui, car c'est une façon d'être offensif contre le patron sans attendre qu'il nous désarme. Mais être offensif aux accents de l'abbé Pierre, ce n'est pas très convaincant ! Espérons que les responsables CGT ne vont pas demander aux travailleurs de manifester en procession avec des cierges...

Correspondant LO

Echos des Entreprises

Bonjour l'odeur

Aux blocs avant, l'eau qui s'échappe des pincettes à souder s'écoule sous les grilles du sol qui sont autour des machines et, comme rien n'est prévu pour l'évacuer, elle stagne et ça finit par dégager une véritable puanteur.

Si celui qui a prévu une chose pareille est le même qui a fait installer les WC, on a du souci à se faire.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Flins (Atelier R5 - Bâtiment S).

Je comprends vite mais faut m'expliquer longtemps

Le nouveau chef d'équipe du FP a des problèmes de mémoire. Lorsqu'on lui demande un bon de sortie, non content de faire la morale à certains d'entre nous en leur expliquant qu'ils vont perdre de l'argent, ou en leur demandant la raison, il ne nous remet pas notre bon de sortie à l'heure.

Le seul travail quotidien qu'on lui fait faire, c'est de véri-

fier que nous sommes à l'heure et de nous donner du travail. Et dès qu'on lui demande un petit supplément, comme un bon de sortie, ça y est, il est débordé et il « oublie ».

Soyez sympa : ne lui donnez pas trop de travail à la fois, il débute.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault - Saint-Ouen.

□ **RENAULT (Billancourt)**

Ça bouchonne dans l'île Seguin

A Renault-Billancourt, des milliers de voitures sont sur les parcs, en attente de retouche. Toutes les surfaces libres dans l'île Seguin sont occupées par des R4 et des Supercin en souffrance. Jusqu'au pont qui sert de parking et à la piste d'essais qui est pleine de voitures.

Les chefs ne savent plus où les mettre, toutes ces « bagnoles ». Ne seraient-elles pas vendables ? Il n'est même pas possible de le savoir, puisque depuis quelques semaines elles ne sortent pas entières des chaînes. Cela est déjà arrivé, mais là c'est du jamais vu. La semaine dernière, c'était le pompon : 7 étiquettes sur le pare-brise indiquaient des manques de pièces (quand il ne manquait pas tout simplement le pare-brise ou les étiquettes...). Cela va du câble d'accélérateur aux gâches de portes, en passant par les durites d'essence, les câblages de stop, les panneaux de portes, les sièges ou même les pare-brise et toute une multitude de pièces de moindre importance mais qui imposent quand même de stocker les voitures en les attendant.

Tout cela n'empêche pas les chaînes de tourner, et à la même allure, sauf évidemment quand ce sont les caisses elles-mêmes qui manquent !

Pas commode d'essayer les voitures dans ces conditions. Et s'il fallait écouter la maîtrise, il faudrait, quand ils sont en manque de sièges par exemple, revenir avec le siège sous le bras, pour le remonter sur la voiture suivante afin de l'essayer, et ainsi de suite.

On a vu le bouquet mercredi 19 décembre : il n'y avait plus de leviers de vitesse pour les R4. On pouvait voir les chefs passer avec des brassées de leviers de vitesse récupérés on ne sait où, les monter en catastrophe, juste pour que ça tienne, et nous demander de les redémonter une fois la voiture essayée... pour les remonter sur les voitures suivantes.

A ce point, c'est du jamais vu, si bien que certains, reprenant des arguments souvent avancés par la CGT, parlent de sabotage, de volonté de la direction de couler la boîte, ou bien d'incompétence à un haut niveau. Au futur client de faire son choix !

Mais, sans aller chercher si loin il y a des choses qui appa-

raissent : la Régie, compétitivité oblige, réduit ses stocks de pièces au minimum. Avant, dans les ateliers, il y avait des travailleurs chargés de suivre les pièces ; ils étaient capables de commander les pièces avant qu'elles ne manquent. Aujourd'hui, le système de gestion est informatisé, moderne quoi ! Comme on le voit, ça donne de sacrés résultats dans le domaine de l'efficacité !

La Régie se ferait aussi plus dure vis-à-vis de ses sous-traitants, discutant avec ses fournisseurs prix, délais, effectifs et jouant là aussi sur la concurrence, ce qui provoquerait pour certaines petites boîtes au bord de la faillite des difficultés de livraison.

On voit les conséquences de cette recherche de « compétitivité » par tous les bouts : la pagaie.

Alors, lorsque tous les hauts cadres de la Régie (et les moins hauts) nous font des discours sur la qualité et tentent de nous faire croire que c'est nous, les opérateurs en chaîne, qui faisons la qualité (la mauvaise, évidemment), il y a de quoi rigoler doucement.

Correspondant L.O.

Dans un HLM de Belfort

Une réunion pas comme les autres

A Belfort, vendredi soir 14 décembre, le collectif des habitants du quartier des Glacis avait convoqué les responsables des HLM et les élus du département et de la municipalité pour leur faire part de leur mécontentement ; « *un peu cavalièrement* », au gré du président des HLM, mais n'est-ce pas lui qui, de son côté, s'était permis un peu cavalièrement d'augmenter de 40 % en deux ans les loyers et de beaucoup plus encore les charges ?

De fait, plus de 100 personnes du quartier sont venues dire leur exaspération et leur colère. Et chacun a fait état de ses griefs. On peut dire que ces messieurs n'étaient pas très à l'aise.

Il faut dire que le réquisitoire des habitants contre ces responsables était accablant : d'abord les augmentations successives 6 ou 7 fois plus importantes que les augmentations de salaires, pour ceux qui ont encore la chance d'en avoir un ; des travaux coûteux faits en dépit du bon sens, alors que les priorités ne sont pas prises en compte ; « *des rats qui commencent à pulluler dans le quartier* » ; des cafards et des blattes que l'on retrouve partout, « *jusque dans les chambres des enfants* » ; les infiltrations d'eau qui durent depuis des années ; les conditions d'hygiène déplorables de certaines tours ; les lettres de menace à de nombreux foyers dans l'incapacité de payer leurs loyers, etc.

Bref, un « bilan social » (pour reprendre le terme utilisé par le président des HLM, qui voulait nous prouver par ses dossiers qu'il était bon) accablant pour tous ces politiciens et ces élus qui se disent socialistes, mais dont le sort réel des habitants ne semble pas être l'essentiel des préoccupations.

En fin de réunion, chacun était content d'avoir pu dire ce qu'il avait sur le cœur, mais aussi bien conscient qu'il faudra bien d'autres coups de semonce pour obtenir vraiment satisfaction.

Correspondant L.O.

Echos des entreprises

Les Chèques Postaux vus côté personnel

EXTRAITS DU BULLETIN LUTTE OUVRIERE CHEQUES POSTAUX BOURSEUL (PARIS)

PTT : LE FAUX-CONTACT

Le standard, changé depuis l'année dernière, a été prévu trop petit. Et certains services qui utilisent en permanence le téléphone sont sur-saturés.

C'est le cas des réclamations bancaires. Aux heures de pointe, les réclamations téléphoniques sont tellement nombreuses que tout le monde est en ébullition. Y compris le standard qui, parfois, fait sa mauvaise tête. Et alors, tout saute. Plus de clients au bout du fil.

Comme l'a dit le nouveau directeur, on doit réserver aux clients un « accueil compétent et empressé ».

MA FOI ? CONNAIS PAS !

La semaine dernière, le nouveau directeur général nous a fait connaître ses intentions

par une lettre destinée à chaque agent.

Pour lui, nous devrions être de vrais Zorro, « loyaux », « dynamiques », « compétents », « empressés », sans la moindre « défaillance » pour « mériter »... la « confiance des usagers ». Car pour lui, seule notre « foi raffermie » pourra sauver la « Maison POSTE ».

Il postule pour la prochaine canonisation ?

LE 22 A ASNIERES

Pas fameux le contact, pour les titulaires qui n'ont pas sur leur CCP les 5 F nécessaires à la taxe de tenue de compte. L'administration leur a fait envoyer, via l'ordinateur, une petite lettre les prévenant de la clôture imminente de leur CCP. A moins qu'ils n'appellent, dans les meilleurs délais, un numéro de téléphone indiqué en en-tête... lequel numéro étant erroné, quelques milliers

de titulaires ont eu tout le loisir de pester au bout du fil.

VOUS AVEZ DIT DEPAYSEMENT ?

Du nouveau chez les fonctionnaires : une prime de dépaysement équivalant à 16 % du traitement. Seulement, cette mesure ne s'adresse qu'aux commissaires européens qui siègent à Bruxelles.

16 % d'augmentation pour Paris-Bruxelles ? Ça va chercher dans les combien, pour Paris-Toulouse ou Paris-Pointe-à-Pitre ?



Fêtes de fin d'année : les gueuletons nouveaux sont arrivés

LA HALLE AUX VINS

Les 200 bouteilles de champagne livrées la semaine dernière pour la direction n'étaient qu'un acompte. 480 bouteilles de Bordeaux, 15 cartons de champagne ont été déposés aux Arrivages.

Pour passer inaperçues, les caisses étaient camouflées sous une couverture ou mises dans des cartons fantoches pour le transport. Imaginez ce que les salariés pourraient penser de leur direction, s'ils savaient que celle-ci, qui prêche rigueur et économie, commande à tour de bras de quoi faire la noce. Heureusement, c'est un secret bien gardé.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson CSF (Levallois)

QU'ILS NE VIENNENT PAS NOUS ENGUIRLANDER

Dans deux jours, c'est le repas amélioré de fin d'année. Le temps pour manger, lui, ne change pas : chaque année on revient du repas avec le gâteau à la crème dans la poche, les pommes allumettes dans une petite boîte, et le cigare sur l'oreille... Déguisés comme des Pères Noël de supermarché.

Cette fois-ci si nous prenons tout notre temps, c'est la direction qui aura les boules.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault (Flins)

BON APPETIT

Une partie des travailleurs du chantier travailleront pendant le pont de Noël. Mais la cantine, elle, sera fermée pendant toute cette période.

La direction n'a pas eu d'idées pour nous faire manger ; on peut en avoir à sa place. On connaît les bons restos, et on sait à qui envoyer la note.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chantiers Navals de la Méditerranée (La Ciotat)

DEVINE QUI VIENT MANGER ?

Au bâtiment GEFCO, des cafards ont été retrouvés dans le chauffe-gamelle.

La direction, n'arrivant plus à vendre ses voitures, se reconverterait-elle dans l'élevage des cafards ?

Sans compter que ce n'est pas très vendable, il n'y a pas de raisons qu'elle les élève dans nos gamelles.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Citroën (Aulnay)

□ **SNCF (gare de Paris-Lyon)**

« L'Accueil » en grève

A l'accueil de Gare de Lyon, la direction avait annoncé qu'elle voulait supprimer treize postes, décision qui devait être entérinée au Comité d'établissement du 12 décembre.

Ce jour-là, à 11 heures, vingt-trois cheminots appuyés par la CGT ont investi la salle de réunion du Comité d'établissement.

Les représentants de la direction sont alors sortis. Mais nous les avons suivis dans leur bureau, où nous sommes restés une heure à leur dire ce que nous pensions des suppressions de postes. Certains leur disaient : « S'il y a à sabrer quelque part, ce n'est pas en bas, mais en haut ».

Dans l'après-midi, à la fin de la réunion du Comité d'établissement qui avait repris, la direction annonçait qu'elle accordait deux postes supplémentaires et reportait de deux mois la décision finale. L'ambiance

était chaude, beaucoup d'entre nous ne voulaient pas en rester là et la CGT appela à 24 heures de grève le vendredi 14 décembre. Grève qui, le matin, fut suivie par une vingtaine de cheminots, sur une quarantaine qui devaient travailler. Presque tous les grévistes étaient présents au piquet de grève.

L'après-midi, à 15 heures, la CGT appelait à manifester auprès de la direction. Nous avons été trente-cinq à venir vider notre sac devant les patrons et leur dire notamment : « C'est nous qui faisons marcher la boîte, pas vous ». Un peu plus tard, vers 18 heures, nous avons eu le renfort de plus de soixante camarades de la Recette et des Renseignements téléphonés. Et nous sommes restés dans les locaux de la direction pendant dix heures, jusqu'à ce qu'on fasse un vote pour savoir si on restait garder

les responsables toute la nuit. Pour finir, nous sommes sortis à 1 heure du matin.

Le lendemain nous apprenions que la SNCF accordait un agent de réserve supplémentaire, un poste provisoire en plus et des reclassements de poste. Résultat qui a déçu la plupart des participants à la grève qui, dans leur majorité, souhaitaient la reprendre le vendredi suivant. Mais cette fois les dirigeants de la CGT n'ont pas déposé de préavis de grève, n'ont pas encore procédé au vote promis sur la continuation du mouvement. Et cela désoriente les travailleurs.

Mais de toute façon, la lutte pour les postes à l'Accueil n'est pas terminée. D'autant plus que nous avons constaté que nous avions la solidarité d'autres services.

Correspondant L.O.

□ **ROUSSEL-UCLAF (Romainville - 93)**

Un colloque perturbé

Mardi 11 décembre, une cinquantaine de jeunes chômeurs de Romainville, soutenus par la municipalité et les Jeunesses communistes, ont perturbé le colloque scientifique présidé par le directeur de Roussel-Uclaf et réunissant des cadres de recherche et des chercheurs.

Pendant que ces Messieurs discutaient entre eux du système nerveux central, les jeunes chômeurs sont entrés dans l'usine avec leur banderole « Non au chômage » et leurs mots d'ordre : « Nous ne sommes pas des fainéants, nous voulons du boulot », « Travailleurs d'aujourd'hui, chômeurs de demain », et se sont adressés au personnel de Roussel-Uclaf par un tract, réclamant une table ronde avec la direction pour discuter de l'embauche et de la formation.

Roussel est une entreprise qui fait de super-profits. Mais, comme partout maintenant, la direction embauche au compte-gouttes et ne remplace qu'un départ à la retraite sur trois. Elle utilise un maximum de travailleurs dans des emplois précaires (contrats à durée déterminée, intérimaires). Pourtant le boulot ne manque pas dans les labos, les bureaux et les ateliers.

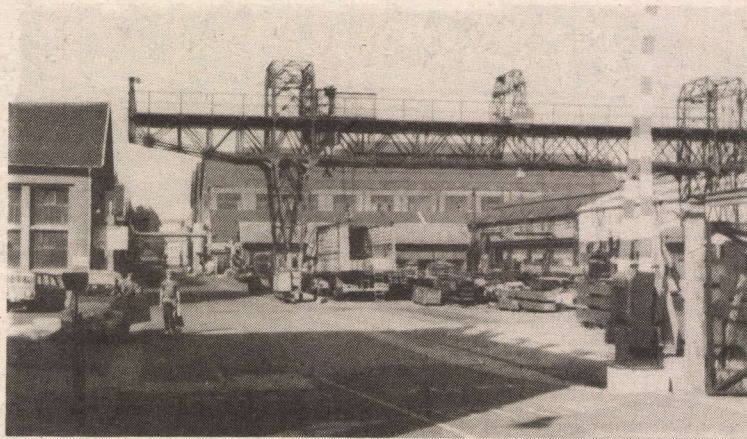
Et quand Edouard Sakiz, président du directoire, et sa suite sont allés déjeuner au self de l'usine, c'est aux cris de « Sakiz, arrête de bouffer, on veut du boulot » et « Sakiz, t'as fini de bouffer, descends discuter » qu'ils se sont restaurés... Et Sakiz est bien descendu... mais en courant et sans pouvoir prendre son café. Et il n'a pu échapper aux jeunes qui l'ont poursuivi.

C'est devant le commissaire de police des Lilas et un huissier que la direction a annoncé aux jeunes qu'elle acceptait la table ronde qu'ils réclamaient.

Il y avait de l'agitation au self de l'usine ce jour-là et, dans sa majorité, le personnel Roussel se sentait solidaire des jeunes, d'autant plus que le chômage est important en Seine-Saint-Denis et qu'il est normal qu'ils soient venus demander de l'embauche dans une des plus importantes usines de la région, réalisant qui plus est d'énormes bénéfices.

Correspondant LO

□ **SNECMA (Gennevilliers - 92)**



Pour les salaires, le compte n'y est pas

Début décembre, la direction générale a annoncé une prime de rattrapage des salaires 1984.

Cette prime, a-t-elle expliqué, devrait être de 1 800 F, compte tenu du retard des salaires. Mais elle en a décidé autrement : ce sera 900 F (900 F en moyenne c'est-à-dire 400 à 450 F pour les bas salaires). Elle attend la signature des syndicats. C'est son dernier mot !

On s'en doute, beaucoup d'entre nous ont été choqués. On en a discuté dans les ateliers : la direction nous vole, ça ne fait pas le compte ; c'est de la provocation, il faut y répondre.

Vendredi 7 décembre, à l'heure d'information syndicale organisée par la CGT, nous étions nombreux, bien plus que d'habitude, pour en discuter (1 200 personnes en trois réunions). Certains secteurs, où d'habitude les gars restent aux machines, étaient massivement présents. D'autres étaient venus à 100 %. On était content de se voir nombreux : c'était une manière de marquer notre mécontentement et de se compter pour organiser quelque chose.

Finalement, une grande majorité vota pour un débrayage d'une heure, jeudi 13. La CGT proposa de défilier dans l'usine. La CFDT suivit le mouvement. Tous, on s'attendait à ce qu'il y ait du monde.

Et en effet, jeudi 13, nous étions 900 à débrayer. A l'assemblée générale du matin (équipe du matin et normale), on a rappelé les revendications, surtout les 1 800 F. Puis on a voté pour la suite du mouvement : soit une heure la semaine suivante, soit une demi-journée pour manifester à Paris, au siège de la SNECMA, avec les autres centres, Villaroche et Corbeil. C'est à une large majorité que les gars décidèrent de la demi-journée. Aux différentes assemblées générales du soir, les votes furent dans le même sens.

Mardi 18, la direction générale fit savoir qu'elle fixait un plancher pour la prime à 600 ou 650 F. C'était un petit recul, mais cela ne faisait toujours pas le compte.

Les travailleurs se sont prononcés pour poursuivre le mouvement. Il y a de grandes chances qu'on se retrouve nombreux, début janvier, pour manifester au siège de la SNECMA.

Correspondant LO

□ **TELECOM (Aubervilliers - 93)**

Le central occupé par les grévistes de Thomson

Jeudi 13 décembre, au central téléphonique d'Aubervilliers, nous avons eu la visite de 200 travailleurs de chez Thomson.

Ils sont venus occuper le central, équipé de matériel Thomson, pour protester contre les licenciements qui les menacent.

Ils sont arrivés à 11 h 15. Trois d'entre eux se sont fait ouvrir la porte, les 200 autres sont alors rentrés dans le central et ont occupé une partie des locaux, dont le TPE (point névralgique du central).

La panique des chefs faisait plaisir à voir. Ils ont tout de suite fermé les portes à

clé... y compris celles des toilettes ! Le chef de la sécurité s'inquiétait autant pour le « précieux » matériel que pour son « pull à 180 F », sur lequel un gréviste aurait posé la main ! Le pire de tout, pour les directeurs, a été d'être obligés de rester au central, alors qu'une réception les attendait ailleurs...

En revanche, les travailleurs PTT n'étaient pas hostiles et nous avons été trente (sur une centaine) à nous réunir au TPE pour discuter avec les grévistes.

Du côté des syndicats PTT, la CFDT et FO ne se sont pas déplacés. Le mili-

tant CGT présent au central, quant à lui, s'est surtout fait remarquer en se déclarant contre l'occupation ; à tel point que les grévistes de Thomson, y compris ceux de la CGT, l'ont pris pour un membre de la direction du centre.

Les derniers arrivés sur les lieux ont été les forces de police ; cars de CRS garés sur le boulevard, gradés en civil dans le central.

L'occupation a duré finalement de 11 h à 16 h. Et certains grévistes de Thomson disaient en repartant : « La prochaine fois on coupera carrément le téléphone ».

Correspondant LO



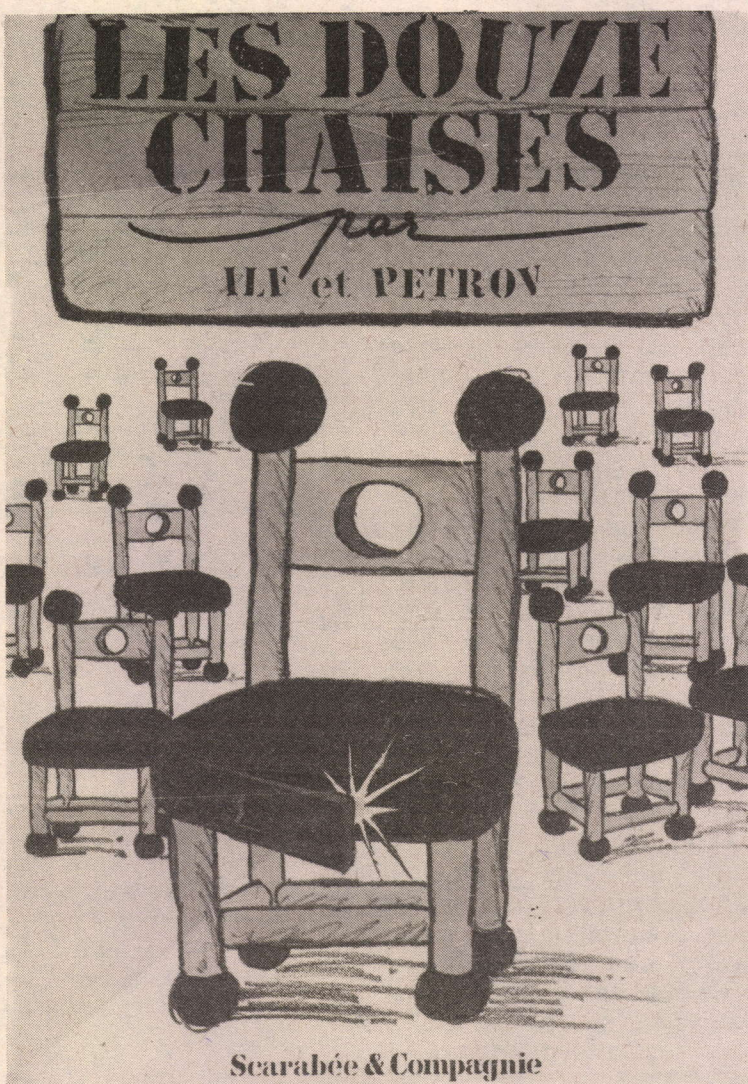
Satire du régime soviétique en 1928

Les douze chaises d'Ilf et Petrov, deux écrivains et journalistes satiriques russes, a été écrit et publié en 1928. Sa précédente édition en français date de 1979 et il vient d'être réédité.

Il s'agit d'un roman fantaisiste qui a connu un énorme succès auprès du public russe, car il dépeint de façon impertinente et irrévérencieuse la société soviétique de l'époque. Et malgré les dénonciations de la critique stalinienne en 1928 *Les douze chaises* est resté l'un des classiques de la littérature satirique en Russie.

L'intrigue est aussi simple qu'invraisemblable : Vorobianinov, un ancien noble transformé par la révolution en employé à l'état-civil, apprend de sa belle-mère mourante qu'elle a caché une fortune en diamants dans l'une des douze chaises du salon de leur ancien hôtel particulier. Mais l'hôtel a été transformé en hospice de vieillards et les chaises dispersées, à la suite de réquisitions et de ventes, aux quatre coins du pays. Il s'agit donc de les retrouver.

Voilà une chasse au trésor



somme toute classique dans les romans d'aventure. Mais l'intrigue n'est qu'un prétexte que les auteurs traitent d'ailleurs avec une parfaite désin-

vulture. Ce qui compte, c'est tout le reste : le plaisir de créer des personnages hauts en couleur, les digressions critiques sur les mœurs du temps, l'art

et la littérature de l'époque.

Du côté des personnages, celui qui domine le récit, c'est Ostap Bender, escroc confirmé qui, au début du roman, hésite entre deux carrières possibles : devenir polygame ou peintre officiel. La rencontre de Vorobianinov le sauve d'une telle médiocrité et il va mettre tout son génie et « la méthode marxiste » au service de la récupération des diamants. Il s'inventera, tour à tour, tous les rôles possibles y compris celui de conspirateur, organisateur de « l'Union du Glaive et de l'Araire » pour escroquer quelques centaines de roubles à des « ci-devant » devenus fonctionnaires soviétiques ou à des petits spéculateurs des années de la NEP, au nom de la restauration monarchiste.

A côté de lui, Vorobianinov qui fait son apprentissage en escroquerie à l'air d'un petit garçon. Quant au dernier personnage qui s'obstine à traverser le roman et toute la Russie à la recherche des chaises, le père Fiodor, confesseur de la belle-mère mourante, et génie de l'invention du style « concours Lépine » il est mu par un sentiment édifiant : créer, grâce aux diamants, la fabrique de cierges dont il rêve !

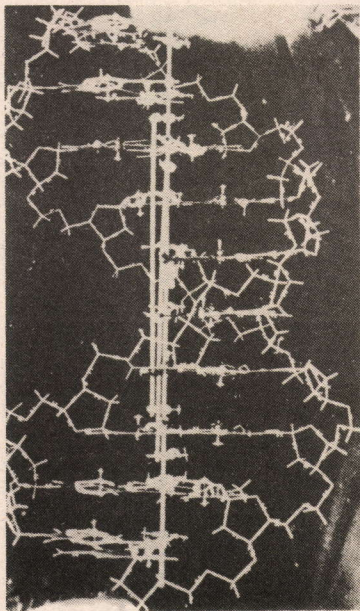
Tout autour d'eux, grouille une foule de personnages caricaturaux : des petits fonction-

naires un peu véreux, des officiels qui ne peuvent s'empêcher à propos de l'inauguration d'une ligne de tramways dans une ville de province, de faire tous le même discours-fleuve sur la situation internationale, des journalistes qui « simultanément et sans se concerter » écrivent exactement le même compte-rendu insipide et grandiloquent de l'inauguration en question. On a droit aussi à un pastiche des slogans édifiants de l'époque comme : « *La fanfare est un pas vers la collectivisation du travail* » ou « *Le sauvetage des noyés est entre les mains des noyés eux-mêmes* ». Enfin on a un petit aperçu de la vie quotidienne où le commerce n'est plus ce qu'il était : comme le constate un des personnages, « *il n'y a plus que des queues, les magasins ont disparu* ».

D'une fantaisie loufoque, souvent sarcastique, le livre d'Ilf et Petrov est, à bien des égards, intéressant et drôle. Même si le récit perd parfois un peu son souffle à cause de l'abondance de digressions et du fait que de nombreux pastiches d'auteurs classiques russes sont sûrement peu évocateurs pour le public français.

Sylvie MARECHAL
Les douze chaises d'Ilf et Petrov, Ed. Scarabée et Compagnie, 535 pages, 85 F.

Histoire et petite histoire d'une découverte scientifique



La double hélice c'est la forme, la structure de l'ADN, l'un des éléments constitutifs des gènes qui constituent le vecteur de l'hérédité.

La découverte en 1953 par Watson et Crick de la structure en « double hélice » de l'ADN leur valut à tous deux le prix Nobel en 1962, et ce fut le point de départ de nouvelles découvertes en biologie moléculaire.

Mais le livre de Watson n'est pas du tout un ouvrage de vul-

garisation scientifique. C'est le récit de la façon dont il s'est d'abord intéressé à la question des gènes et de l'ADN, puis dont il a travaillé et finalement découvert la fameuse « double hélice ». Le récit s'apparente en quelque sorte à une enquête policière où il s'agit de démasquer un coupable à partir de quelques indices. Et c'est tout aussi passionnant.

Mais en même temps, l'auteur raconte comment il sentait les choses et comment il appréciait les gens à l'époque de ses recherches. On y découvre une communauté scientifique qui ressemble à tout ce qu'on voudra sauf à une communauté précisément, tant sont vives les querelles, les jalousies, les mesquineries, parmi ces chercheurs ténailés par l'envie de publier le résultat de leurs travaux avant les autres, friands d'honneurs, de reconnaissances officielles, etc.

C'est que les scientifiques, comme les autres hommes, sont des produits de la société et ils ne sont pas exempts des défauts sociaux.

Publié pour la première fois en 1968, en anglais, ce livre a fait scandale dans la communauté scientifique.

Watson est d'autant plus crédible dans sa peinture qu'il ne s'épargne pas lui-même.

Mais malgré tous leurs défauts, les scientifiques sont aussi capables de coopérer et Watson montre bien qu'il n'aurait jamais pu découvrir la structure de l'ADN sans son coéquipier Crick, mais aussi sans les conseils d'autres collègues compétents dans des domaines où il déclare lui-même ne pas comprendre grand-chose et qu'il n'avait guère étudiés, « étudiant à l'université de Chicago, je m'étais surtout intéressé aux oiseaux et avais réussi à éviter tout cours de physique ou de chimie d'une difficulté supérieure à la moyenne ».

Etre compétent dans tous les domaines devient impossible et Watson travaillait en faisant des hypothèses, mais il prenait bien soin de faire vérifier par plus qualifiés que lui qu'elles pouvaient tenir debout.

La double hélice est suivie ou précédée de plusieurs textes, parfois très intéressants, écrits par des scientifiques confirmés et qui louent, ou parfois critiquent, le livre de Watson. Certains lui reprochent de ne pas avoir montré les difficultés du travail de recherche, son côté long et fastidieux ; un autre fait remarquer que le succès est quelquefois injuste : « *N'importe qui ne l'a pas trouvée. Et c'est le second scandale dont témoigne ce livre :*

quand tant de travailleurs eussent mérité de voir couronner leur patience, un barbare un peu cancre, insoucieux des usages, les bouscule comme un jeune chien et arrive premier ».

Un livre aussi démystificateur que passionnant.

Joëlle GERARD

La double hélice de James D. Watson, Collection Pluriel (collection de poche), 41 F.

Humour

Paul Watzlawick
FAITES VOUS-MÊME VOTRE MALHEUR



Malheureusement le contenu n'est pas à la hauteur du titre. L'idée n'était pas mauvaise : bien des gens vivent malheureux, mais comme ça, un peu par hasard, alors qu'on peut méthodiquement et systématiquement fabriquer son propre malheur, un malheur solide et durable. C'est, on l'aura compris, un livre d'humour. Mais un livre d'humour qui ne fait pas rire, c'est triste !

Donc pour le malheur, il n'existe toujours pas de bonne recette.

En revanche, pour le bonheur, il en existe une toute simple, comme disait Prévert : « *Vous voulez être heureux ? Eh bien, soyez-le !* »

André JUILLIARD

Faites vous-mêmes votre malheur de Paul Watzlawick. Ed. Seuil, 118 pages, 55 F.

« La route d'Ein Harod »

de Amos KENAN

L'avenir
d'Israël ?

L'écrivain israélien Amos Kenan est un de ces Israéliens sionistes qui militent aujourd'hui pour la paix avec les Palestiniens et les Arabes en général. C'est un des fondateurs du Conseil pour la paix israélo-palestinienne, au côté du général Matti Peled, autre militant connu de ce mouvement.

Son roman, *La route d'Ein Harod*, est une fiction. Amos Kenan imagine que les militaires israéliens viennent de prendre le pouvoir, quadrillent le pays et procèdent à des arrestations et exécutions en masse d'opposants. Son héros, recherché, veut fuir. La situation est imaginaire sans doute. Mais elle ne fait que pousser jusqu'au bout la logique de l'évolution du régime israélien ces dernières années. Au nom de la sécurité du pays, ses dirigeants l'ont militarisé à l'extrême, engagé dans des guerres successives dont on ne voit pas la fin. Que l'armée, pour exercer son pouvoir sur les peuples palestinien et arabes en général, ait finalement besoin d'exercer la dictature



Ariel Sharon et le général Raphaël Eytan. Et si demain l'armée prenait le pouvoir ? (AFP)

sur le peuple israélien lui-même, cela fait désormais partie, malheureusement, des possibilités de l'évolution politique israélienne. Certains, dont Amos Kenan, en dénoncent ouvertement les dangers.

Après le coup d'Etat, le héros du roman se terre, puis s'enfuit à la recherche de la liberté. Il a entendu un appel à la radio : un kibboutz du nom d'Ein Harod échapperait encore à la soldatesque et se battrait contre elle. Ce havre existe-t-il vraiment, est-ce seulement un symbole, le dernier espoir qui reste au fugitif ? En tout cas, celui-ci va braver les obstacles, déjouer les barrages militaires pour s'y rendre. « Fuyant son pays vers son pays », le voilà qui prend des otages, tire sur des soldats israéliens, tout comme ferait aujourd'hui... un Palestinien. Et justement, sur sa route, il rencontre un Arabe, Mahmoud, qui, lui aussi, cherche à s'échapper, loin vers le nord, encore plus loin qu'Ein Harod, dit-il à son compagnon d'infortune juif. Ce n'est pas une grande amitié qui naît spontanément entre les deux hommes. Mahmoud veut se venger des Juifs, le Juif ne perd pas son habitude de commander à

un Arabe. Mais ils n'ont pas d'autre choix que de collaborer. La fraternité sera à peine ébauchée. Ils n'auront pas le temps d'arriver jusque-là.

Le roman est écrit dans un style haletant. Amos Kenan utilise beaucoup les symboles, les références au passé biblique. Poussant la logique des généraux expansionnistes, Kenan les imagine même en train de vouloir étendre leurs pouvoirs au passé, et de refaire des batailles vieilles de plusieurs milliers d'années pour que les Juifs en sortent vainqueurs... Mais la leçon politique de ce petit roman qui a, paraît-il, connu un grand succès en Israël, est claire : le peuple israélien devra collaborer avec les peuples arabes s'il veut sauver sa propre humanité, sa propre liberté. C'est la seule façon d'éviter qu'Israël, après avoir été un gardien de prison pour les peuples arabes, en devienne aussi un pour les Juifs. Tant il est vrai que l'Etat d'Israël, en faisant la guerre aux peuples arabes, la fait aussi à son propre peuple.

Jean SANDAY

La route d'Ein Harod de Amos Kenan. Ed. Albin Michel. 170 pages. 59 F.

Récit des jours
d'Hiroshima

DOCTEUR SHUNTARO HIDA

LITTLE BOY

Récit des jours
d'Hiroshima



Preface de Pierre Surdeau

« Little Boy » (petit garçon) est le surnom de la bombe atomique qui explosa à Hiroshima le 6 août 1945. Trois jours plus tard « Fat Man » (le gros) détruisait la ville de Nagasaki.

Ce petit livre a été réalisé sous l'égide du Comité Hiroshima-Nagasaki en France, il regroupe plusieurs articles : des témoignages de survivants des explosions nucléaires, une déclaration des survivants de Nagasaki et d'Hiroshima, le point de vue de militants pacifistes, d'un ingénieur en sécurité nucléaire du CNRS, etc.

Le témoignage du docteur Shuntaro Hida est sans doute le texte le plus intéressant : le 6 août, il était médecin militaire

à Hiroshima. La nuit précédant l'explosion il avait été appelé à Hesaka, une petite ville éloignée de quelques kilomètres. Le lendemain matin un peu après dix heures, il vit un bombardier américain B 29 auquel il ne prêta pas attention. L'instant d'après ce fut l'explosion. Shuntaro Hida vit l'éclair éblouissant, et quelques secondes plus tard il fut emporté par le souffle à l'intérieur de la maison où il se trouvait, et qui s'effondra. Ensuite ce fut l'horreur hallucinante, le docteur alla à Hiroshima, vit l'incendie, le spectacle des victimes, l'arrivée des milliers de blessés nus, hagards, brûlés, mourant sur les routes. La ville d'Hesaka fut partiellement détruite, heureusement l'hôpi-

tal militaire, avec l'aide de la population, accueillit et soigna les blessés. Mais dans la semaine qui suivit, des centaines de rescapés commencèrent à mourir à leur tour d'un mal mystérieux. Tout le monde ignorait les effets des radiations.

Au total les explosions provoquèrent 140 000 morts à Hiroshima et 60 000 à 70 000 à Nagasaki, en tout 200 000 à 210 000 morts. Mais à la fin de l'année 1950 — cinq ans plus tard — il y avait environ en tout 500 000 morts, et ce n'était pas fini, on continuait à mourir.

Il existe en définitive assez peu de récits détaillés sur Hiroshima et Nagasaki. Le témoignage de Shuntaro Hida ne nous parvient que 40 ans après les faits.

C'est que, comme l'expliquent les fondateurs du Comité Hiroshima-Nagasaki en France, « on a tout fait pour masquer la réalité ». Il a fallu toute une bataille pour connaître les résultats des analyses des maladies des irradiés, mais aussi pour organiser la défense des survivants. En 1945, le Japon était occupé par l'armée américaine. Tous les documents concernant Hiroshima et Nagasaki étaient classés « secret militaire ». De nombreux documents sont restés bloqués aux USA. Les survivants, souvent rejetés par la population qui les croyait contagieux, n'osèrent pas toujours témoigner. Et s'ils parlaient, ils étaient parfois taxés de communisme.

Depuis les survivants, atteints encore de nombreux troubles, se sont organisés et témoignent. Mais ils sont peu écoutés.

C'est surtout à partir de 1954 qu'au Japon la prise de conscience a commencé : des pêcheurs qui avaient croisé dans les eaux du Pacifique à 140 kilomètres de l'expérience nucléaire américaine de Bikini, furent atteints par les radiations. Hiroshima ce n'était pas fini, on préparait la prochaine. Des soldats américains et britanniques eux-mêmes qui assistaient aux essais furent frappés, et le livre cite le cas du soldat US John Smitherman auquel les autorités américaines refusèrent de reconnaître le caractère « nucléaire » de son mal.

Les bombes d'Hiroshima et Nagasaki furent-elles utilisées pour mettre fin à la guerre, alors que l'Allemagne hitlérienne avait capitulé depuis trois mois, et que le Japon restait seul en lice face à la toute puissante armée américaine ? Un secrétaire d'Etat à la guerre américain, Stimson, reconnaît que ce fut « pour le bénéfice des Etats-Unis, une fois la guerre achevée ». Le « bénéfice » de terroriser les peuples, en attendant l'autre « bénéfice », celui de la prochaine guerre mondiale.

Car si Hiroshima et Nagasaki c'est le passé, cela risque bien d'être la préfiguration de notre futur : deux missiles US 18 suffiraient à détruire Paris...

Les auteurs, pacifistes, dénoncent l'illusion de la politique de « dissuasion ». Pour nous la seule dissuasion, définitive celle-là, c'est la Révolution.

Annie DESCHAMPS

Little Boy - Récit des jours d'Hiroshima. Edition Quintette. 123 pages. 75 F.

Colonialistes
de Nouvelle-
Calédonie

Marie-France
Pisier
**LE BAL
DU
GOUVERNEUR**
roman

Grasset

Ce roman de l'actrice Marie-France Pisier sur les milieux privilégiés de Nouméa est paru en avril 1984.

Théa, collégienne à Nouméa, est fille du « vice-gouverneur » de Nouvelle-Calédonie au temps de la IV^e République. A 15 ans, elle adore son frère, aime son amie Isabelle, vit avec passion ses rapports avec ses parents. Sa mère passe son temps à faire du cheval, danser, se montrer. La vie est facile pour Théa ; pour la récompenser de son bon travail scolaire, son père lui ouvre un compte illimité dans les grands magasins de la ville.

Si les petites émotions et les caprices qui animent la vie de Théa et de ses amis ne sont pas bien passionnants, l'auteur décrit aussi ce milieu de hauts fonctionnaires pleins d'argent et de morgue, dont certains,

venus tout droit de Saïgon, ont déjà un solide passé colonial. Le mépris envers les indigènes est partout. Jusqu'aux religieuses d'une école qui transportent petits Blancs et petits Kanaks dans des cars différents. Il n'y a guère que le docteur de la famille qui ait des idées « progressistes ». On croise aussi des ouvriers du nickel en grève, les dockers qui les soutiennent, le gardien de phare militant autonomiste qui finira par être licencié. Mais on ne fait que les croiser car on vit entre soi dans ce milieu blanc que visiblement Marie-France Pisier connaît bien pour y avoir vécu et qu'elle évoque ici non sans une certaine ironie.

Michel BROUSSE

Le bal du gouverneur de Marie-France Pisier. Editions Grasset. 236 pages. 75 F.

« Sauvage et beau » de Frédéric Rossif



Frédéric Rossif nous convie à une nouvelle « fête sauvage », un foisonnement d'images d'animaux filmés dans 16 pays.

« Pourquoi faire des films sur les animaux ? Pour mieux apprendre à vivre », explique Frédéric Rossif, qui présente celui-ci comme « un film sur la création du monde, sur le mythe du monde, sur l'élan vital ». Car, poursuit-il, « tous les grands symboles, tous les grands totems qui dominent depuis des siècles les civilisations « modernes »

étaient déjà là dans les pulsions de la vie des animaux ».

Ces « pulsions de la vie des animaux », il nous les livre en vrac et en images magnifiques : vols d'oiseaux qui tourbillonnent comme un ouragan ; sigle pêcheur qui file sur le poisson repéré ; baleines blanches filmées sans doute après bien des recherches ; énormes troupeaux de bisons, de buffles ; cavalcades des antilopes ; félins poursuivant leurs proies ; combat de

lions ; ours blancs, morses, éléphants de mer, etc. Tous sont saisis dans leur vie par la grâce du téléobjectif ou de la photographie aérienne.

Même si le spectateur s'impatiente devant la surabondance de ralents, regrette les commentaires trop brefs qui n'expliquent rien et la musique de Vangelis un peu trop monotone, on ne peut que conclure : « Vive la chasse... photographique ! ».

Michel BROUSSE

TELE

Sélection

Samedi 22 décembre

22 h 20. TF1. **Histoire du rire** : 2^e partie. Le grand rire, c'est-à-dire le rire classique avec, entre autres, des extraits de **Don Quichotte** (interprété par Luis Rego et Claude Villers), du **Médecin malgré lui**.

Dimanche 23 décembre

20 h 35. TF1. **West side story**, le célèbre drame musical de Léonard Bernstein, mis en scène par Robert Wise avec Nathalie Wood, Georges Chariris. Dans le West Side de New York, les « Jets » (d'origine européenne) affrontent les « Sharks » (des Portoricains), mais Tony et Maria



s'aiment... Un mélange particulièrement réussi de rythmes, de ballets, de musique, de chants et d'émotions.
22 h 30. FR3. **Cinéma de minuit**, cycle curiosités : **Anna Christie**. Film de Jacques Feyder (1930). Greta Garbo (c'est son premier film parlant) dans les docks de New York...

Lundi 24 décembre

16 h 30. TF1. **Les disparus de Saint-Agil**, film de Christian-Jacque (1938). Une comédie policière avec Erich von Stroheim, Michel Simon et Mouloudji (très jeune).
20 h 35. A2. **Louisiane**. Premier épisode d'un feuilleton de six qui seront diffusés tous les soirs de la semaine à la même heure par A2. D'après les romans de Maurice Denuzières. Les amours d'une belle héritière dans le



Sud esclavagiste des Etats-Unis, au XIX^e siècle.

20 h 50. FR3. **Moby Dick**, film de John Huston avec Gregory Peck. D'après le roman de Herman Melville, le combat fabuleux du capitaine Achab contre la baleine blanche.

22 h 40. FR3. **Le dentiste**, court métrage de Mack Sennett avec W.C. Fields (1932). Deux monstres sacrés du comique cinématographique.



22 h 55. A2. **Les quatre saisons**. Ballet de Roland Petit sur la musique de Vivaldi. Spectacle présenté en septembre dernier sur la place Saint-Marc de Venise.

23 h 20. FR3. **Les enfants du paradis**, film de Marcel Carné (1943-1944), scénario et dialogues de Jacques Prévert, avec Arletty, Jean-Louis Barrault, Pierre Brasseur, Maria Casarès. Les amours de Garance (interprétée par Arletty) dans le Paris du XIX^e siècle. (durée : 3 heures).

Mardi 25 décembre

13 h 45. A2. **peau d'âne**, film de Jacques Demy d'après le conte de Perrault, musique de Michel Legrand, avec Catherine Deneuve, Jacques Perrin, et une pleiade d'artistes célèbres.

16 h 10. A2. **Le cirque**, film de Charlie Chaplin (1928). Charlot, éternel vagabond, trouve du travail dans un cirque et tombe amoureux de la jolie fille du directeur...

20 h 35. TF1. **Christmas Carol**, d'après le conte de Noël de Charles Dickens, avec Michel Bouquet (dans le rôle du vieil avare Scrooge qui renaît à la vie à l'occasion de Noël) et Georges Wilson.

20 h 35. FR3. **Le Magicien d'Oz**, comédie musicale et féérique (1939). Judy Garland, le lion peureux, l'homme épouvantail et l'homme en fer blanc dans un monde où les arbres parlent et où les singes volent. Enchantement...

21 h 30. A2. **Diva**, film de J.-J. Beneix (1980). Les aventures policières d'un postier mélomane amoureux d'une



« diva » qui refuse de se faire enregistrer. Le film a rendu célèbre un air de « La Wally », opéra peu connu de l'obscur Alfredo Catalani.

22 h 05. TF1. **Histoire du rire** : troisième partie. Un rire différent. L'absurde, avec Mark Twain aux USA et Alphonse Allais en France.

23 h. TF1. **Jazz à Juan-les-Pins**. Stéphane Grappelli et son trio.

Mercredi 26 décembre

21 h 30. TF1. **Histoire du rire** : quatrième partie. L'âge d'or du rire. Le rire cinématogra-

phique, Chaplin, Laurel et Hardy, W.C. Fields, Buster Keaton, les Marx Brothers.



21 h 30. A2. **L'héritage**, téléfilm écrit et réalisé par Maurice Faivelic avec Fernand Ledoux. Dans un village de France, le vieux Léon meurt et laisse sans héritier un beau brin de vigne que chacun lorgne sans vergogne.

22 h 35. FR3. Ciné-passion : **Mort à Venise** de Luchino Visconti (1971), d'après le roman de Thomas Mann, musique de Malher. Un écrivain d'âge mûr fasciné par un adolescent.

Jeudi 27 décembre

20 h 35. TF1. **Les uns et les autres**, film de Claude Lelouch (1981) avec Robert Hossein, Nicole Garcia et de

nombreux autres artistes connus. L'entrecroisement de l'histoire de quatre familles (russe, allemande, française et américaine) de 1936 à 1980.
21 h 30. A2. **Signé Furax**, film de Marc Simenon (1980). Une tentative peu réussie d'adapter à l'écran le feuilleton radiophonique de Pierre Dac et Francis Blanche. Avec Michel Galabru, Bernard Haller, Paul Préboist, Jean Le Poulain, Michel Constantin, etc...

Vendredi 28 décembre

20 h 35. FR3. **Gaspard de la Meije**, téléfilm. La première ascension de la Meije, dans le massif de l'Oisans, en 1877. Les montagnards d'il y a cent ans en décor naturel.

21 h 30. A2. **Le sous-marin jaune**, dessin animé de G. Dunning (1968). Le joyeux royaume de Pepperland est envahi par les Blue Meanies. Les Beatles sont appelés à la rescousse, avec leur musique. Le film s'enchaîne avec...
23 h. A2. **John, Paul, George et Ringo**, document sur les Beatles. Première partie : « la légende : 1960-1965 ».

21 h 50. TF1. **Histoire du rire** : cinquième partie. Un rire bête et méchant. Harakiri et compagnie.

22 h 40. FR3. **Un chien andalou**, court métrage de Luis Bunuel (1928). Le surréalisme au cinéma.

COMMUNIQUÉ

Sur le thème « Les enfants d'aujourd'hui sont les adultes de demain », le premier festival d'hiver « An 2000 moins 15 » se déroulera du 10 janvier au 14 février prochain, au Théâtre de l'Épicerie, 12, rue du Renard à Paris 4^e.

Ce festival comprendra un spectacle audiovisuel intitulé *Voyage dans le Cosmos* au cours duquel Hubert Reeves, auteur de *Patience dans l'Azur*,

racontera « l'histoire de l'univers » ; un spectacle qui s'adressera particulièrement aux plus petits, avec une pièce de théâtre à leur intention ; une partie musicale avec la participation des élèves des conservatoires ; et enfin, une pièce de théâtre adaptée du film de Jacques Doillon : *La drôlesse*, racontant l'histoire d'une petite fille, Mado, et de son ravisseur, François. (Renseignements : Tél. 574.46.76).

« Le pays où rêvent les fourmis vertes »

de Werner Herzog



Ce pays au nom poétique n'est aux yeux de la compagnie minière, qui y effectue forages et prospections, qu'une partie du désert australien où elle espère bien trouver ce qui l'intéresse. Pour les géologues, les constructeurs d'engins et tout le personnel qu'elle emploie, c'est surtout un travail dur, loin de tout, dans un endroit où l'on crève de chaleur le jour et d'ennui le soir, quand on se retrouve dans la baraque climatisée de la compagnie, rien de plus.

Seulement voilà, l'Australie était peuplée avant que les colons anglais n'y mettent le pied et qu'elle soit déclarée, en 1770, propriété de la Couronne britannique. On estime que 300 000 aborigènes y vivaient alors, et même si les « bienfaits » de la civilisation, c'est-à-dire l'alcoolisme, les maladies importées et aussi les massacres, ont rapidement réduit ce nombre, ils seraient encore aujourd'hui quelque 140 000, dont une cinquantaine de mille vivent toujours en tribus. Et pour eux, la terre australienne est tout simplement leur terre ancestrale.

Voilà donc notre compagnie minière confrontée à un groupe d'aborigènes qui n'acceptent

pas que l'on touche à la terre. Tirs à l'explosif et bulldozers ne les impressionnent pas, ils se plantent face aux engins et les forcent à stopper. Un P-DG mielleux arrive bientôt de Sidney, cherche à discuter, puis à « s'arranger », quitte à y mettre le prix, rien n'y fait. Cela finit devant un tribunal où des juges à perruque blanche, dans la pure tradition britannique, écoutent respectueusement les aborigènes... et leur donnent tout aussi respectueusement tort, en leur expliquant docilement que, vu la prise de possession de l'Australie par la Couronne britannique et les lois foncières qui en découlent, la société minière est tout à fait dans son droit, et dans la loi, en procédant à ses recherches sur les terres en cause !

Le conflit entre l'Etat australien et les aborigènes est bien réel. Ces derniers réclament en effet une législation reconnaissant leurs droits sur les terres dont ils ont été chassés par les colons éleveurs, exploitants agricoles ou miniers venus de l'autre bout du monde. Werner Herzog, en décrivant ce conflit, met l'accent sur les mythes collectifs des tribus aborigènes, au nom desquels ils refusent qu'on perce et qu'on

creuse une terre qui, selon eux, a droit à la paix. A la société moderne d'un pays capitaliste développé, à ses impératifs de technique et de production, il oppose les mythes d'une société tribale sortie du fond des âges — où il est question des fameuses « fourmis vertes » —. Ceux-ci prennent un contenu prophétique lorsqu'on voit les aborigènes annoncer qu'une société qui détruit la terre ne peut que se détruire elle-même.

Werner Herzog donne au film une empreinte mystique et l'on se demande parfois si c'est aux aborigènes que le cinéaste donne la parole ou bien... à lui-même. En tout cas, les aborigènes qui ont joué dans ce film leur propre rôle, frappent par leur dignité. Le regard qu'ils portent sur la civilisation qui les a encerclés et réduits est sans illusion, accusateur et finalement fort lucide face aux palinodies des juges, avocats, P-DG et autres produits absurdes de la société dite « civilisée ». Voilà un film qui a le mérite de faire connaître une situation bien peu connue, en étant du côté de ceux qu'on a spoliés et méprisés.

Abdré FRY

Sélection cinéma

Films récents...

GREMLINS.
de Joe Dante.

Par la faute des êtres humains irresponsables, une petite créature venue d'ailleurs donne naissance à une horde de démons qui sèment la terreur dans une paisible petite ville américaine. Frissons garantis mais « happy end » tout de même.

Forum Arc en Ciel 1^{er} (vo). Impérial 2^e (vo). Rex 2^e. Ciné Beaubourg Les Halles 3^e (vo). Action Rive Gauche 5^e (vo). Montparnasse UGC 6^e. Danton 6^e (vo). Paramount Odéon 6^e (vo). Colisée 8^e (vo). Normandie 8^e (vo). UGC Champs-Élysées 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. Paramount Bastille 12^e. UGC Gare de Lyon 12^e. Paramount Galaxie 13^e. UGC Gobelins 13^e. Gaumont Sud 14^e. Paramount Montparnasse 14^e. Bienvenue 15^e (vo). 14 Juillet 15^e (vo). UGC Convention 15^e. Trois Murat 16^e (vo). Paramount Maillot 17^e. Paramount Montmartre 18^e. Wepler 18^e. Secretan 19^e. Gambetta 20^e.

AMADEUS
de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart et Antonio Salieri, un compositeur bien installé. La vérité historique est malmenée, mais les portraits des deux adversaires sont remarquables. Et la musique sublime... Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Impérial Pathé 2^e. Rex 2^e. Vendôme 2^e (vo). St-Germain Huchette 5^e (vo). Odéon 6^e (vo). Pagode 7^e (vo). Gaumont Champs Élysées 8^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). 14 Juillet Bastille 11^e (vo). Athéna 12^e. Escorial 13^e (vo). Gaumont Sud 14^e. Miramar 14^e. Les Parnassiens 14^e (vo). Montparnasse 14^e. 14 Juillet Beaugrenelle 15^e (vo). UGC Convention 15^e. Mayfair Pathé 16^e (vo). Pathé Clichy 18^e.

QUILOMBO
de Carlos Diegues.

Dans le Brésil esclavagiste du XVII^e siècle, une révolte d'esclaves traitée sur le mode de l'épopée.

Denfert 14^e (vo).

LES RIPOUX
de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée.

Forum Orient Express 1^{er}. Rex 2^e. Gaumont Berlitz 2^e. UGC Danton 6^e. UGC Montparnasse 6^e. Gaumont Ambassade 8^e. UGC Biarritz 8^e. UGC Gobelins 13^e. Gaumont Convention 15^e. Les Images 18^e.

MARCHE A L'OMBRE
de Michel Blanc

Avec Michel Blanc et Gérard Lanvin. Deux copains musiciens montent à Paris. C'est loufoque, et rempli de clins d'œil et de gags.

Gaité Boulevard 2^e. UGC Opéra 2^e. Bretagne 6^e. Gaumont Ambassade 8^e. George V 8^e. Paramount Opéra 9^e. Pathé Clichy 18^e. Tourelles 20^e.

GREYSTOKE.
de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Hautefeuille 6^e (vo). Publicis Élysées 8^e (vo). Français Pathé 9^e. Les 7 Parnassiens 14^e (vo).

CAL
de B. McLaverty

Le conflit entre les communautés catholique et protestante d'Irlande du Nord, à travers une histoire d'amour. Cluny Ecoles 5^e (vo).

PARIS, TEXAS.
de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain. UGC Opéra 2^e. Panthéon 5^e (vo). Saint-André-des-Arts 6^e (vo). Biarritz 8^e (vo). UGC Boulevard 9^e. Escorial 13^e (vo). Sept Parnassiens 14^e (vo).

... et moins récents

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
de Jamis Uys.

Les méfaits de la « civilisation » sur une tribu de Boshimans du désert du Kalahari, au Botswana. Chaleureux et désopilant. Capri 2^e.

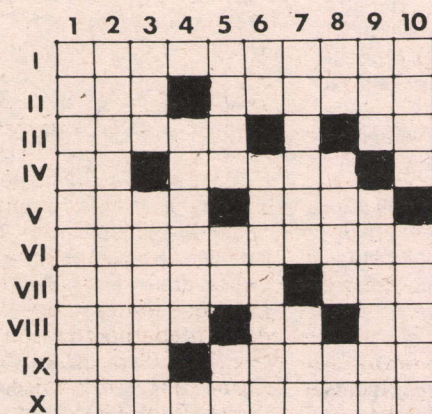
NOBLESSE OBLIGE.
de Robert Hamer.

On n'a parfois pas le choix : il faut assassiner les membres de sa famille ! Un chef-d'œuvre de l'humour britannique. Balzac 8^e (vo).

PAIN ET CHOCOLAT.
de Franco Brusati.

Un travailleur immigré italien ne parvient pas à trouver sa place en Suisse. Une satire mordante de la Suisse prospère. Saint-Michel 5^e (vo).

MOTS CROISÉS

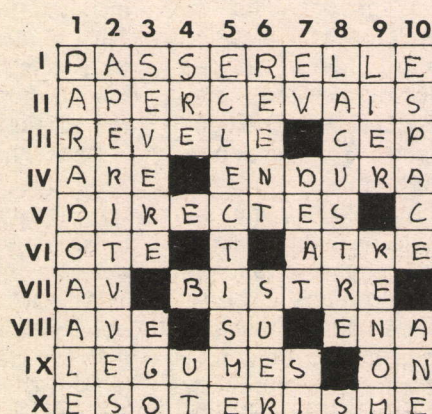


HORIZONTALEMENT

I. Racontards. II. Bonne pomme. Fait la valeur d'une défense. III. Une contenance qui fait perdre contenance - Donne la position. IV. Epelé : coup d'arrêt - Refuge. V. Réduits à rien. Nouveaux. VI. Provoquent des querelles de boutiques. VII. Joueuse de water-polo - Nouvelle monnaie. VIII. Pays de lentilles - Vieille lumière. En vrac. IX. Moment de chaleur - Faire le tri. X. Dont on a plein le dos.

VERTICALEMENT

1. Animée d'un va et viens. 2. Chef de rayons. 3. Mieux vaut ne pas avoir à le garder - Qui a le contact. 4. Fatiguera. 5. Personne n'en a plusieurs - Négatif - En sang. 6. En ville - Augmente le crédit. 7. Possédée - Beau parleur. 8. Négatif - Vieille énergie - Dans. 9. La quatrième aujourd'hui - Gardé avec discrétion. 10. Souvent uniques - Douceur.



Comme au temps des « ultras » d'Algérie

Rien n'indique encore quelle politique le gouvernement français choisira de mener en Nouvelle-Calédonie, après le retour de son envoyé Pisani, et alors que les anti-indépendantistes locaux du RPCR se mobilisent et annoncent leur intention de se défendre jusqu'au bout contre les indépendantistes kanaks.

En France même, les partis de droite les relaient pour mettre en garde le gouvernement contre tout « bradage » de la Nouvelle-Calédonie. On croirait revoir la guerre d'Algérie, avec les « ultras » d'Alger mobilisés pour « l'Algérie française » et la droite française opposée à toute concession aux « terroristes » du FLN.

Cette droite, tout naturellement, met en avant les mêmes arguments qu'alors, brandissant les « Kanaks

attachés à la présence française », tel le président du gouvernement local Dick Ukeiwé, kanak et membre du RPCR, tout comme autrefois elle mettait en avant les « Algériens attachés à la France » qu'il ne fallait pas « lâcher ». Et même, les Kanaks étant minoritaires dans la population calédonienne, on voit cette droite défendre avec acharnement le principe « un homme, un vote » taxant le gouvernement de « racisme », voire de « National-socialisme », d'intention « d'Apartheid » parce qu'il a évoqué la possibilité d'un vote par communauté.

La droite française trouve tout à fait normal que l'on prenne en compte de la même façon le vote d'un fonctionnaire français de passage en Nouvelle-Calédonie et celui

d'un Kanak, et donc de donner au premier le droit de décider pour les générations à venir, de l'avenir du peuple kanak. Mais les mêmes ici en France refusent le droit de vote aux travailleurs émigrés, alors qu'eux produisent une grande partie des richesses du pays, y sont souvent installés depuis longtemps et y resteront !

En fait, la droite calédonienne comme la droite française défendent les privilèges de la poignée de gros colons caldoches qui ont hérité de toute la période coloniale la domination économique et politique sur la Nouvelle-Calédonie, et qui ne veulent pas partager cette domination avec qui que ce soit.

Et tout comme en Algérie les « ultras » pouvaient trouver une base

sociale dans le million d'Européens d'Algérie, qui étaient loin d'être tous des privilégiés, la droite calédonienne et française tente de rééditer l'opération avec les « petits Blancs » caldoches.

Là aussi d'ailleurs, la droite française et la droite calédonienne se souviennent à coup sûr de l'Algérie, et de la façon dont on vit, autrefois, le gouvernement socialiste d'un certain Guy Mollet s'incliner devant les « ultras » d'Alger. Il n'y a qu'une chose qu'elles oublient : c'est que la détermination du peuple algérien a fini par avoir raison de toutes ces résistances et par obliger un De Gaulle à lui reconnaître l'indépendance.

André FRYS

Le FLNKS : une politique nationaliste bourgeoise

La politique du FLNKS est bien la politique classique de nationalistes bourgeois. Il veut s'appuyer, sans doute, sur la conscience de l'oppression coloniale de la population kanak, et notamment de la population pauvre. Mais il ne veut pas représenter complètement, réellement ces aspirations, en tout cas pas sous l'angle social.

Et du coup, pour ne pas désigner aux masses exploitées leurs véritables ennemis, il leur en désigne d'autres, qui ne sont en l'occurrence que des boucs émissaires ; tels ces petits fermiers européens de la brousse auxquels les militants du FLNKS se sont attaqués, alors qu'à aucun moment il n'a été question de s'attaquer aux intérêts des gros colons blancs, à ceux des spéculateurs immobiliers de Nouméa ou de ces « petits mineurs » riches... Et le FLNKS ne semble pas se soucier des conséquences de sa politique qui contribue à dresser contre les Kanaks toute la population « caldoche » en bloc, c'est-à-dire finalement, qui permet de souder tous les « petits Blancs » à la défense de l'ordre colonial et à leurs propres exploiteurs.

Toute la politique des dirigeants du FLNKS vise un seul objectif : montrer leur capacité à représenter, mais aussi à encadrer et contrôler la population kanak ; s'affirmer comme les seuls dirigeants de la population kanak, mais en même temps comme des hommes responsables, respectant l'ordre et la propriété, contrôlant leurs troupes ; capables de mobiliser celles-ci, mais aussi de les démobiliser quand ils le décident, et de toute façon nullement dépendants de la population et de ses revendications. Ils veulent être les interlocuteurs « incontournables », certes, de l'impérialisme français, mais des interlocuteurs responsables, c'est-à-dire les dirigeants possibles d'un Etat

kanak qui ne remettrait en cause ni les rapports de classes, ni l'ordre impérialiste lui-même.

En même temps que ses barrages créaient dans la population « caldoche » la panique d'une population assiégée, à aucun moment le FLNKS n'a fait un geste montrant qu'il voudrait s'attaquer aux gros colons, aux grosses fortunes, aux Lafleur et autres. A aucun moment, il n'a mis en avant les revendications sociales des travailleurs du Nickel par exemple, et cherché à donner ainsi au conflit un caractère de classe.

La raison en est que les dirigeants du FLNKS sont eux-mêmes des notables, des petits-bourgeois kanaks. Ils aspirent à avoir la « souveraineté », c'est-à-dire à avoir leur Etat, mais nullement à supprimer l'oppression. Et leur politique est une politique de classe.

La composition du « gouvernement provisoire » proclamé par le FLNKS est en elle-même bien symbolique, bien représentative de ces « élites » kanaks. On y trouve comme président Jean-Marie Tjibaou, notable qui a un passé politique dans les institutions locales, comme « ministre des Finances », Yewene Yewene, qui n'est autre que le P-DG de la société « Air Calédonie », et avant toute chose, un chef de la police, un « ministre de l'Intérieur », Eloi Machoro, qui a démontré sa capacité à faire régner l'ordre et à contrôler ses troupes en établissant des barrages exemplaires autour de la ville de Thio.

De tels hommes ne peuvent avoir une politique en direction de la fraction pauvre de la population « caldoche », ou des travailleurs venus des TOM-DOM, pour leur donner conscience de leurs propres intérêts de classe. Car ce serait du même coup risquer de donner, à la population

pauvre kanak elle-même, une conscience de ses propres intérêts, qui l'opposent, justement, à « l'élite » kanak.

Dans l'affrontement qui se prépare peut-être en Nouvelle-Calédonie, la classe ouvrière de France doit être solidaire du peuple kanak et de ses aspirations contre ses oppresseurs coloniaux, qui sont d'ailleurs les mêmes que ceux qui oppriment la classe ouvrière de France. Dans la classe ouvrière, les révolutionnaires prolétaires doivent affirmer le droit du peuple kanak à l'indépendance immédiate, c'est-à-dire à la rupture des liens de tutelle entretenus par l'impérialisme français et ses soutiens locaux.

Mais ils doivent savoir

aussi ce qu'est le FLNKS, quels intérêts il représente, et quel avenir il prépare pour les masses pauvres de Nouvelle-Calédonie. Le FLNKS peut imposer à l'impérialisme français l'indépendance, et remplacer sur les préfectures le drapeau français par le drapeau kanak. Les révolutionnaires défendent ce droit pour le peuple kanak. Mais alors, il y aura encore des préfectures. Le FLNKS peut imposer que les gendarmes français embarquent — et c'est une revendication ô combien légitime de la population kanak pauvre que de ne plus être soumise à ces forces armées venues d'au-delà des mers. Mais il y aura encore des gendarmes. Des gendarmes kanaks, mais des gendarmes quand même.

Et si les travailleurs, la population kanak pauvre, dont le sentiment d'oppression ne repose pas seulement sur le sentiment d'injustice nationale, mais aussi sur un sentiment d'injustice sociale, veulent lutter pour leur émancipation sociale, s'ils veulent conquérir une indépendance qui soit réellement la leur, dans laquelle les travailleurs, les couches exploitées auraient réellement le contrôle de l'Etat, qui donnerait réellement le pouvoir aux couches opprimées, ils doivent forger leur propre direction, leur propre organisation, et non compter sur des dirigeants qui, en fin de compte, sont bien plus proches d'un Pisani ou de ses semblables que de leur propre peuple.

A.F.

Les véritables intérêts des Kanaks et caldoches pauvres

Un siècle de colonialisme a créé des haines, bien des barrières entre la population de « petits Blancs » caldoches, ces petits fermiers « broussards », et le peuple kanak, même s'ils ne sont certes pas des privilégiés au même titre que les grosses fortunes coloniales de Nouméa.

Parler de « petits Blancs » est d'ailleurs, déjà, une convention politique. Les caldoches, ils le revendiquent eux-mêmes, ne sont souvent guère plus européens que les Kanaks. Il y a eu en un siècle bien des mélanges. Quand ils se sentent « blancs » (même quand ils ne le sont pas !) plus qu'une signification raciale, cela veut dire que le colonialisme a réussi à les ranger de son côté, en s'appuyant sur leurs préjugés et leurs privilèges plus ou moins fictifs.

Cela ne signifie pas qu'il n'y aurait rien à faire pour détacher cette population des tenants du colonialisme. Une organisation révolutionnaire

défendant réellement les intérêts des travailleurs et de la population kanak pauvre devrait nécessairement avoir une politique répondant à ce problème : une politique qui permettrait au peuple kanak d'avoir des alliés contre ses véritables oppresseurs, ou du moins d'empêcher ceux-ci de dresser une partie de la population blanche, la plus pauvre, contre les Kanaks pauvres. Et une telle politique permettrait de trouver le langage pour s'adresser à ces « petits Blancs ».

Le succès n'est peut-être pas garanti. Mais s'y refuser conduit forcément à affaiblir le peuple kanak dans sa lutte contre l'oppression, y compris sa lutte pour l'indépendance.

Si la population kanak pauvre voulait ranger les « caldoches » pauvres de son côté, il faudrait certes leur donner des raisons, l'espoir qu'ils auraient quelque chose à gagner à une telle alliance, qu'en se mettant du côté des Kanaks ils lutteraient aussi

pour la défense de leurs propres intérêts, leurs intérêts de classe. De la même façon, les travailleurs venus d'autres territoires d'outre-mer tels que Wallis et Futuna, Tahiti et la Polynésie française, ou bien venus d'Indonésie attirés par l'industrie du Nickel, paraissent être du côté des anti-indépendantistes et non du FLNKS : à tort bien sûr, car la droite locale ne défend nullement leurs intérêts. A eux aussi, le problème se pose de donner le sentiment que leurs intérêts ne sont pas convergents, mais opposés aux intérêts d'un Lafleur, d'un Balande ou des autres grosses fortunes anti-indépendantistes qui sont, en même temps, leurs exploiteurs.

Oui, une organisation véritablement révolutionnaire viserait à créer des sentiments de solidarité de classe et à poser les bases d'une alliance entre agriculteurs kanaks, petits fermiers « blancs », ouvriers, petites gens des villes, isolant la bourgeoisie coloniale.